L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°51 - Vendredi 2 mars 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Qui sont les militants du PS ?

3



Rennes : mandats et délégués

4
Personnes âgées dépendantes

7
Les autos japonaises

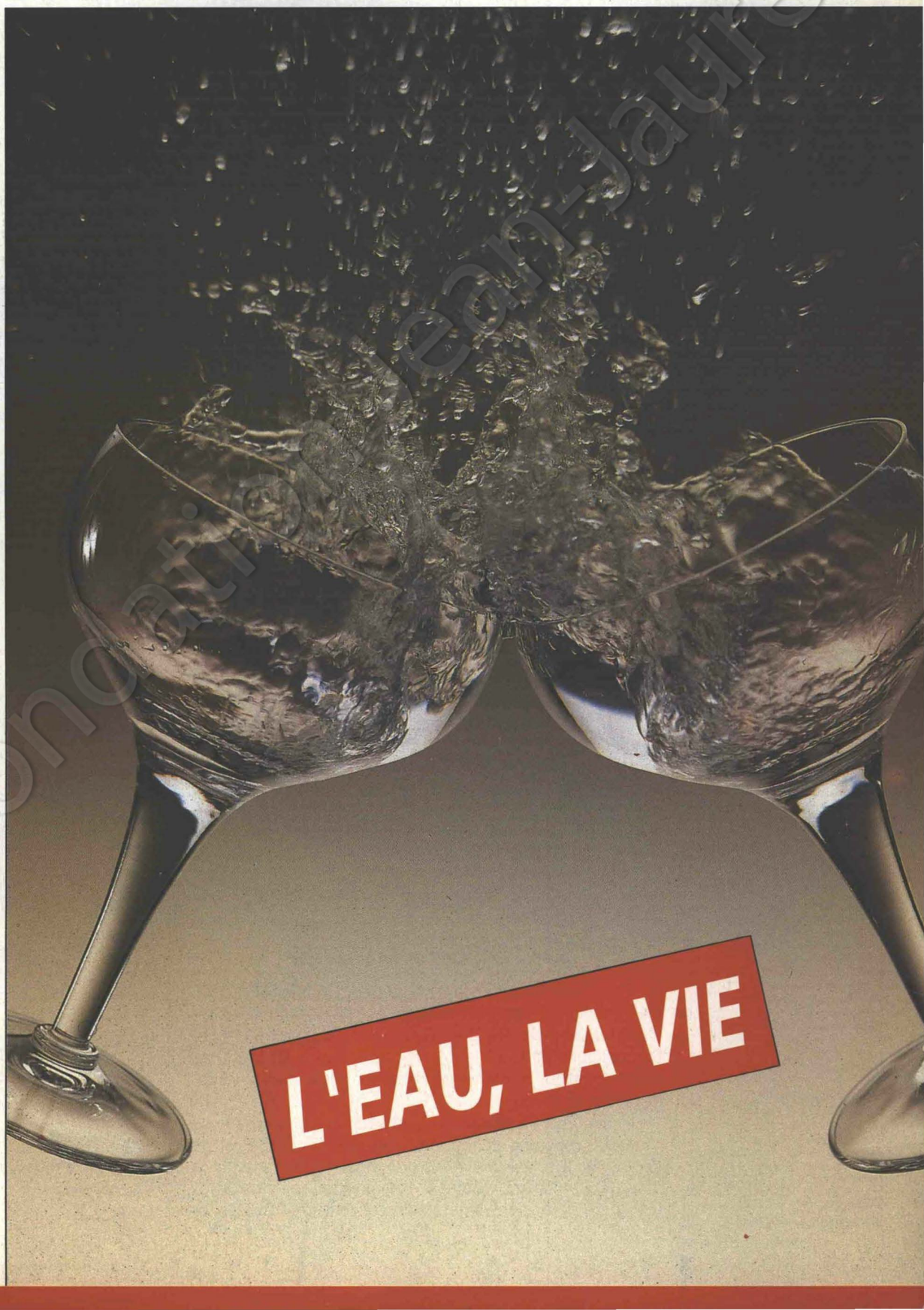
8
Bulletin de santé de l'eau

10
La Suisse lave plus blanc

11
Haut-Conseil de l'intégration

12
Télévision et démocratie

15
Que personne ne retienne sa plume

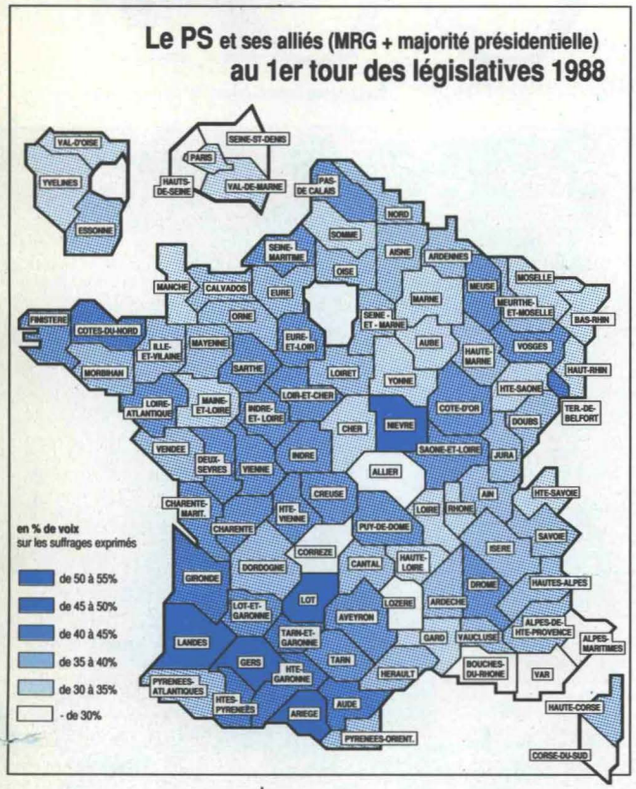


L'EAU, LA VIE

Fondation Jean-Jaurès



Qui sont les militants socialistes ?



Henri Rey et Françoise Subileau, chercheurs à la Fondation nationale des Sciences politiques, apportent d'intéressants éléments de réponse à toute une série de questions sur l'identité des militants socialistes. Ils ont enquêté pendant deux ans sur un échantillon de plus de 4.000 adhérents*.

Premier constat, sans surprise, la gent masculine est surreprésentée (80% d'hommes, 20% de femmes). On vérifie ensuite que le corps enseignant reste une base solide du PS (un quart des militants) tandis que les cadres supérieurs et les catégories intermédiaires constituent désormais le gros des troupes (41%). Seulement 20% des militants appartiennent aujourd'hui à la catégorie employés ou ouvriers.

Plus de la moitié des membres du PS ont entre 30 et 50 ans (54%). Les jeunes générations ne se précipitent pas au guichet des sections puisque les moins de 30 ans représentent tout juste 7% des militants. La relève tarde à venir. Crise du militantisme, faible attrait des jeunes pour les partis politiques : le PS n'est pas épargné.

En revanche, ceux qui s'en tiennent au militantisme ne se contentent pas de s'impliquer politiquement, ils participent aussi à la vie syndicale (61%) et associative (60%). Bref "plus on milite, plus on milite".

Pourquoi vient-on frapper à la porte du PS ? Pour transformer la société (69%), mais aussi pour soutenir le gouvernement (58%) et gagner les élections (56%). En 1985-86, après 4 ou 5 ans de pouvoir, la transformation de la société est encore à l'ordre du jour chez les socialistes. Mais comment s'atteler à la tâche ? Certainement pas de manière révolutionnaire mais plutôt à travers un réformisme que les militants perçoivent au centre gauche de l'échiquier politique : en effet, sur l'axe gauche-droite 59% se situent au centre gauche et 31% à gauche.

De l'espoir à la réalité

Peu d'adhérents s'engagent par tradition familiale (11%). Rien d'étonnant lorsqu'on constate que 48% sont originaires d'une famille de droite. Une origine qui s'explique par l'évolution politique et quantitative des classes moyennes traditionnellement acquises à la droite et qui font désormais davantage confiance au PS.

A quoi sert un militant socialiste ? Selon lui, au risque de connaître quelques désillusions, son rôle prioritaire est de faire connaître aux dirigeants nationaux les souhaits de la base (68%). Il s'agit ensuite d'expliquer les objectifs du PS (54%), de participer à une action collective (47%) et, plus accessoirement, de contribuer à une élaboration théorique (22%). Mais il y a loin de l'espoir à la réalité. Au premier rang des motifs d'insatisfaction : le manque d'organisation et d'efficacité du travail en section (44%) ; en outre, 19% des militants sont las des débats de courants. Il faut dire que plus d'un quart d'entre eux ont adhéré au PS après 1981 et n'ont pas connu les grands affrontements de tendances de la période 1978-1980.

Le fonctionnement du Parti est au centre des débats du congrès de Rennes. Une mise en question que cette enquête justifie pleinement.

Jean-Pierre Bedeï et Maryline Trassard

* Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 4.319 adhérents actifs (questionnaires transmis en réunions de section) répartis dans trente fédérations (une par région). Ouvrage à paraître à l'automne 1990, aux presses de la FNSP.

Nous, militants, en chiffres

1. Classes sociales

Cadres supérieurs	19%
Professeurs	9%
Instituteurs	17%
Catégories intermédiaires	22%
Employés	10%
Ouvriers	10%
Divers	13%

2. L'âge des militants

- de 30 ans	7%
30 - 39 ans	26%
40 - 49 ans	28%
50 - 59 ans	18%
60 - 69 ans	14%
70 ans et plus	8%

3. Pratique religieuse

Catholiques pratiquants	12%
Catholiques non pratiquants	35%
Autres religions	12%
Sans religion	41%

4. Syndicalisation

Syndiqués	61%
CGT	7%
CFDT	25%
FEN	16%
FO	6%
Autres	7%

5. Vie associative

60% des militants socialistes sont adhérents à un type d'association :

Parents d'élèves, FCPE	19%
Cadre de vie, consommation	7%
Caritative	6%
Droits de l'homme	5%
Culturelle	10%
Laïque	11%

6. Date d'adhésion

avant 1971	14%
de 1971 à 1973	13%
1974	10%
de 1975 à 1980	35%
depuis 1981	28%

7. Pourquoi adhérer ?

Transformer la société	69%
Tradition politique familiale	11%
Gagner les élections	56%
Soutenir le gouvernement	58%
Pour François Mitterrand	26%
Pour une personnalité locale	19%

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétaires de Rédaction adjoints : Taoufik Khatib - Blanche Toussaint

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration : Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Dial/I.-P. Vieille (couv) ; Sipa Press/A. Facelly (p.5) ; Gordon/Rea (p.7) ; Dial/ J.-P. Vieille (p.8) ; Sipa Press/E. Malanca (p.11) ; Kipa/ J. Morell (p.12) ; Sipa Press/ J. Witt (p.12).

Ce numéro a été tiré à 275.700 exemplaires

Mandats (A) et délégués (B) pour le congrès de Rennes

	A	B
Ain	23	3
Aisne	51	6
Allier	33	4
Alpes-de-Haute-Provence	30	4
Hautes-Alpes	12	2
Alpes-Maritimes	45	6
Ardèche	27	4
Ardennes	28	4
Ariège	69	8
Aube	15	2
Aude	157	20
Aveyron	24	3
Bouches-du-Rhône	503	51
Calvados	37	5
Cantal	15	2
Charente	37	5
Charente-Maritime	31	4
Cher	16	3
Corrèze	34	4
Corse-du-Sud	15	2
Haute-Corse	25	3
Côte-d'Or	51	6
Côtes-du-Nord	47	6
Creuse	33	4
Dordogne	119	13
Doubs	37	5
Drôme	61	7
Eure	29	4
Eure-et-Loir	19	3
Finistère	88	10
Gard	116	13
Haute-Garonne	241	25
Gers	46	6
Gironde	181	19
Hérault	225	24
Ille-et-Vilaine	47	6
Indre	25	3
Indre-et-Loire	39	5
Isère	162	17
Jura	21	3
Landes	97	11
Loir-et-Cher	23	3
Loire	36	5
Haute-Loire	16	3
Loire-Atlantique	84	10
Loiret	34	4
Lot	25	3
Lot-et-Garonne	36	5
Lozère	10	2
Maine-et-Loire	34	4
Manche	30	4
Marne	23	3
Haute-Marne	13	2
Mayenne	15	2
Meurthe-et-Moselle	49	6
Meuse	14	2
Morbihan	37	5
Moselle	85	9
Nièvre	50	6
Nord	557	59
Oise	61	7
Orne	17	3
Pas-de-Calais	611	67
Puy-de-Dôme	101	11
Pyrénées-Atlantiques	67	8
Hautes-Pyrénées	41	5
Pyrénées-Orientales	49	6
Bas-Rhin	42	5
Haut-Rhin	27	4
Rhône	132	15
Haute-Saône	18	3
Saône-et-Loire	53	6
Sarthe	38	5
Savoie	21	3
Haute-Savoie	19	3
Paris	231	26
Seine-Maritime	141	16
Seine-et-Marne	79	9
Yvelines	76	9
Deux-Sèvres	22	3
Somme	45	5
Tarn	54	6
Tarn-et-Garonne	28	4
Var	126	14
Vaucluse	77	9
Vendée	28	4
Vienne	26	4
Haute-Vienne	106	12
Vosges	32	4
Yonne	18	3
Territoire de Belfort	37	5
Essonne	109	12
Hauts-de-Seine	107	12
Seine-Saint-Denis	105	13
Val-de-Marne	130	15
Val-d'Oise	69	9
Guadeloupe	70	8
Martinique	19	3
Réunion	33	4
T.O.M.	3	1
Français de l'étranger	43	5
Total	**7.193**	**841**

(Avant Commission de vérification)



Les messages du congrès

Après la discussion sur les contributions, une seconde phase du congrès est en train de s'achever. Celle du vote sur les motions. L'analyse des résultats, des rapports de force, nous retiendra sans doute dès la semaine prochaine. Raison de plus pour tirer quelques leçons des principaux débats qui ont animé la préparation de notre congrès.

• Le débat idéologique d'abord. A l'unanimité des sept motions, une nouvelle rédaction de notre déclaration de principes est soumise à votre vote. On en parle peu, ce qui est à la fois regrettable et réjouissant. Regrettable parce que ce texte pourrait donner lieu à un débat passionnant. Réjouissant parce que l'accord est général sur ce texte fondamental.

• Le débat sur le désarmement, le budget de la défense, le service militaire. Je l'ai lancé. La proposition sera faite au congrès de Rennes de tenir une convention nationale ayant pouvoir de congrès avant la fin de l'année. Notre idée est simple et peut se résumer ainsi : toute la sécurité nécessaire, tout le désarmement possible.

• Le débat sur le Parti. Nul ne conteste la nécessité de son adaptation. Chacun souligne son rôle d'éclaireur de l'avenir. Et pourtant une question a été maintes fois posée : avons-nous tous la même conception de sa nature ? Dans les textes, oui. Dans la pratique, le doute est permis. Il faut conforter l'idée que c'est plus que jamais un parti de militants dont nous avons besoin.

• Le débat social enfin. Là aussi, nous l'avons lancé. Le principe d'une nouvelle étape sociale est aujourd'hui accepté par tous. La réforme de la grille de la fonction publique prouve que notre appel a commencé à être entendu. Notre congrès de Rennes précisera le contenu de l'avancée sociale possible. Nous avons toujours considéré la fiscalité comme l'un des principaux leviers réducteur d'inégalités. Sur ce point, notre position est claire : ni utopie du "grand soir fiscal", ni résignation au statut quo, mais réforme progressive et en profondeur de notre système fiscal.

Ainsi, de Rennes, nous sommes dès maintenant en situation d'adresser sur ces sujets quelques messages forts à l'opinion publique. Et si, de plus, après ce débat qui nous aura nécessairement divisé, nous montrons notre volonté de cohésion et de rassemblement, notre prochain congrès fera date.

Fondation Jaurès



1.300.000 Français ont besoin de l'aide d'un tiers

Organisations de retraités et d'aide à domicile demandent ensemble, pour la première fois, que l'on reconnaisse le risque dépendance, au sein de la protection sociale, au même titre que les risques maladie, maternité, accident du travail et vieillesse.

C'est l'une des trois vertus théologales : le mot espérance est l'un des plus beaux qu'il soit donné aux hommes de prononcer et de vivre. Parmi toutes, l'espérance de vie est l'une de celles qui a fait le plus rêver et qui a le plus marqué notre siècle : de 1900 à 2000 elle aura presque doublé, passant de 47 à 83 ans pour les femmes, de 49 à 73 ans pour les hommes.

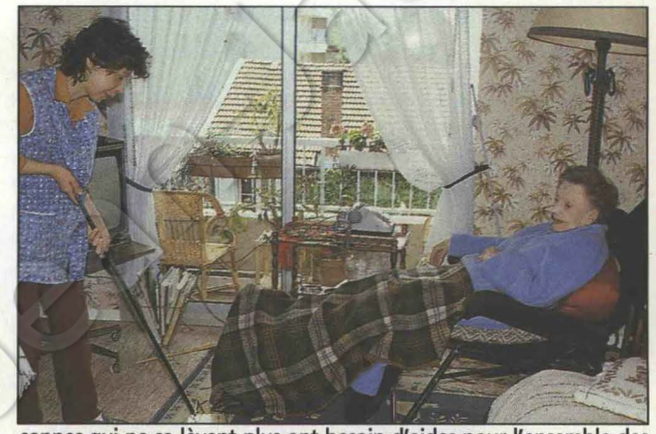
La perspective de longues années, douces et paisibles, grâce aux progrès de la médecine, a fait figure longtemps d'âge d'or... et de créneau porteur dans lequel se sont engouffrées publicité et industries, d'autant que la perspective de revenus assurés grâce à la retraite garantissait sa solvabilité, que renforçait encore l'accumulation du patrimoine national entre ses mains.

Et voilà que, dans ce concert idyllique, vient d'éclater un véritable pavé dans la mare : "La situation est suffisamment grave pour qu'aujourd'hui et pour la première fois, la majorité des organisations nationales représentatives des retraités et l'ensemble des fédérations nationales d'aide à domicile unissent leur voix pour dénoncer la carence des moyens actuellement disponibles pour aider ceux et celles qui n'assument plus que partiellement, ou pas du tout, les actes essentiels de la vie courante, non pas en raison de la maladie mais en raison de l'âge". Et Maurice Bonnet de poursuivre, au nom de toutes ces organisations qui s'apprêtent à lancer une grande campagne nationale auprès des pouvoirs publics, des élus nationaux et locaux : "Si la situation est aujourd'hui grave, elle ne peut que s'aggraver en raison des carences du système de financement actuellement en place qui instaure progressivement une protection sociale de la vieillesse, non coordonnée, insuffisante et à deux vitesses".

Des chiffres qu'il faut connaître

C'est qu'à force de parler pouvoir d'achat et vacances en dehors de la période touristique, on avait fini par oublier que, derrière le troisième âge se cachait l'âge, et que celui-ci réclame son dû malgré les crèmes antirides et les masques rajeunissants. Et que, derrière le troisième âge si avantageux parfois, se profile le quatrième, avec son cortège d'amertume. Et de perte, souvent, d'autonomie. "Si l'on définit comme dépendantes les personnes confinées au lit ou au fauteuil ou ayant besoin de l'aide d'un tiers pour la toilette ou l'habillement, constate Jacques Salvator, délégué national du PS à l'Insertion sociale et personnes âgées dépendantes, cela représente 5,5% des personnes âgées de plus de 65 ans".

Des chiffres, même extrapolés d'enquêtes régionales, parlent parfois mieux que des statistiques. Plus de dix millions de Français ont plus de soixante ans, dont 850.000 plus de 85 ans. D'après l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), 180.000 seraient confinés au lit ou au fauteuil, 233.000 peuvent se lever mais ont besoin d'être aidés pour plusieurs actes temporels, plus de 900.000 autres peuvent se débrouiller à domicile mais ne peuvent sortir sans l'aide d'un tiers. On peut faire l'addition : elle dit, en toute brutalité, que, aujourd'hui, plus de 1,3 million de Français ne peuvent se débrouiller seuls dans la vie sans l'aide d'un tiers à des degrés divers. On peut dire les choses autrement : la moitié des personnes qui ne se lèvent plus ont besoin d'aides pour l'ensemble des tâches, comme se laver, s'habiller, aller aux toilettes, manger ; l'autre moitié peut manger seule mais parmi elle 45.000 personnes environ ont besoin d'aides pour aller aux WC.



Or, les trois quarts de ceux qui ne se lèvent plus vivent à domicile, et seulement un quart en institution. Les neuf dixièmes de ceux qui sont moins gravement handicapés vivent également chez eux, qu'ils aient ou non besoin d'aide pour la toilette et l'habillement. Plus de 800.000 autres ont besoin de secours pour les petites tâches ménagères. "L'allongement de l'espérance de vie, note Jean-Claude Boulard, secrétaire national PS aux Affaires sociales, constitue un progrès indéniable qui tourne au drame faute d'avoir été préparé. Le droit de finir sa vie dans la dignité n'est pas aujourd'hui garanti, tout à la fois en raison de l'insuffisance des moyens d'accueil et de l'absence de prise en charge financière collective".

Les moyens d'accueil ? D'après une étude menée en Haute-Normandie, le quart des 65 ans et plus aurait besoin de services. Si l'on s'en tient strictement à la quantité offerte, il faudrait multiplier par 1,6 si on limite ces services aux tâches strictement ménagères, par 3,5 si on les étend aux autres tâches du soutien à domicile. C'est beaucoup ? Oui, mais il faudrait multiplier par beaucoup plus pour mettre en œuvre une véritable politique de prévention de la dépendance. On n'en est pas là. Pour l'instant, tout est insuffisant, les heures d'aides-ménagères, d'aides-soignantes, les possibilités d'accueil dans les sections de cure des maisons de retraite, les services de long séjour, les maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes. Partout les listes d'attente s'allongent.

Aujourd'hui, 510.000 personnes âgées sont prises en charge au titre de l'aide ménagère à domicile et il existe 34.000 places en service de soins à domicile... alors que les travaux préparatoires au IXe Plan en fixaient le besoin à 380.000 places. En fait, ce n'est pas le degré de dépendance qui fait la différence et oblige une personne âgée à entrer dans une institution où elle est prise en charge entièrement. La composition de la famille, les caractéristiques de l'entourage, les facteurs socio-économiques jouent un rôle déterminant.

Parmi les personnes ayant une incapacité pour les tâches quotidiennes, 69% sont aidées par la famille, 32% par des professionnels,

Quelques principes

1. Considérer la dépendance comme un risque social spécifique de même nature que la maladie ou le risque d'accident du travail. L'article L.111-2 du Code de la Sécurité sociale prévoit que des lois pourront étendre le champ d'application de l'organisation de la Sécurité sociale à des catégories nouvelles de bénéficiaires et à des risques ou prestations non prévus.
2. Respecter de manière absolue le choix de la personne en ce qui concerne son mode de prise en charge.
3. Lier prise en charge financière et sociale de la dépendance à une véritable politique de prévention.
4. Réformer le financement actuel, assuré par les régimes de retraite, l'assurance maladie et l'aide sociale, qui est irrationnel, inégalitaire et, de plus, insuffisant pour faire face à l'évolution des besoins. Mettre en place un mécanisme de solidarité intragénération peut apparaître comme cohérent, compte tenu des profondes inégalités du montant des retraites et d'espérance de vie selon les catégories socio-professionnelles.
5. La mise en place de dispositifs adaptés à la prise en charge de la dépendance ne doit pas être séparée des réformes nécessaires de statut et de tarification.
6. Une responsabilité publique dans l'accueil des personnes âgées dépendantes doit être définie.

Jacques Salvator
délégué national
à l'Insertion sociale
et personnes âgées
dépendantes

12% par des amis, 4% par d'autres personnes (certaines recevant plusieurs types d'aide, ce qui explique un pourcentage supérieur à 100). Parmi les personnes confinées au lit ou au fauteuil, 47% sont aidées entièrement par l'entourage, 34% par l'entourage aidé de professionnels, 19% entièrement par des professionnels (vraisemblablement celles qui vivent en institution). L'étude de l'INSERM coordonnée par le docteur Alain Colvez est à cet égard très précise : "Il importe de savoir que l'apport des professionnels est un appoint, certes significatif, mais relativement réduit comparativement à l'immensité de la charge déjà assurée par le réseau naturel des personnes dépendantes. Il y a donc lieu de réfléchir plutôt à la façon dont on va pouvoir appuyer, renforcer, soutenir ce réseau naturel qu'à la façon dont on pourrait s'y substituer".

Au total : 40 milliards de francs

Puisque problème il y a, et qu'il faut bien à un moment parler d'argent, parlons-en. Aujourd'hui, environ 40 milliards sont dépensés pour les personnes âgées. Sur ces quarante milliards, seize sont directement payés par les personnes âgées elles-mêmes ou leur famille. Le reste est financé essentiellement par les régimes de retraite, l'assurance maladie, l'aide sociale et, notamment, l'aide sociale départementale (voir tableau).

La somme globale peut paraître rondelette bien que l'on ait déjà vu qu'elle est loin de répondre aux besoins. Mais il y a plus grave : la façon dont elle est ventilée. Prenons le cas de l'aide ménagère à domicile : son financement dépend surtout des moyens financiers dont sont dotés les fonds sociaux des régimes de retraite, et non de l'état de dépendance des personnes âgées. Conséquence, selon Maurice Bonnet : "Malheur à celui ou à celle qui relève d'un régime peu argenté ou qui réside dans un département pauvre". Qui plus est, les conseils généraux se désengagent de plus en plus au titre de l'aide sociale" provoquant des transferts de charge importants sur les régimes de retraite dont les disponibilités financières n'ont plus aucune commune mesure avec l'augmentation de la demande et l'accroissement de la dépendance de la population qui nécessite une aide plus importante".

Conscients de l'insuffisance de ce financement, les pouvoirs publics, depuis quelques années, font bénéficier d'exonérations fiscales et sociales les gardes à domicile. Il faut avoir des moyens financiers pour bénéficier de cette aide : une garde complète coûte entre un million et un million et demi de centimes par mois. Elle peut être faite sans garantie et sans contrôle... Mais cette mesure, notent les organisations qui viennent de rendre public leur manifeste, ne saurait tenir lieu à elle seule de politique de maintien à domicile.

Selon elles, une prestation à deux vitesses est en train de s'élaborer : il existe des services structurés, fournissant une prestation "garantie et contrôlée, mais a minima et contingentée" pour des personnes à bas revenus, et des prestations "sans garanties et sans contrôle pour celles qui ont des revenus suffisants". Toutes les organisations le reconnaissent et le regrettent ; le système a contribué à renforcer les inégalités et permis la mise en place de services échappant à toute réglementation et à tout contrôle de qualité".

Or, les besoins seront de plus en plus criants. Claude Evin lui-même les a évalués. D'ici à dix ans, 600.000 personnes lourdement dépendantes nécessiteront une aide pluriquotidienne, 800.000 semi-dépendantes en auront besoin plusieurs fois par semaine et 500.000 autres en auront besoin de temps en temps.

"Il faut, plaide Maurice Bonnet, modifier rapidement le système d'attribution et de financement de la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie. A une pratique à caractère social, non obligatoire, inégalitaire et non évolutive, la France se doit de substituer une autre réponse : la reconnaissance du risque dépendance. Notre système de protection sociale fondé en 1945 dans le cadre de la solidarité a reconnu le risque maladie, le risque maternité, le risque accident du travail et le risque vieillesse. Il est devenu aujourd'hui indispensable d'y ajouter le risque dépendance qui doit être couvert financièrement pour permettre enfin une véritable aide à la personne lui laissant le choix de rester chez elle ou d'entrer dans un équipement".

En matière de protection sociale, la France a joué un rôle de précurseur. En ce domaine elle est à la traîne car elle est l'un des rares pays européens a ne pas avoir reconnu ce type de risque. Certes, il a un coût. Son financement devra relever de la solidarité nationale, avec une éventuelle participation des retraités eux-mêmes. Peut-être le débat qui aura lieu au Parlement au printemps prochain sur la vieillesse est-il à cet égard une occasion historique.

Monique Grima

Théo Braun : "La dépendance est un risque social"

"Vendredi". L'aide dont les personnes dépendantes ont besoin coûte cher. Qui va payer ?



▲ Théo Braun, ministre délégué chargé des Personnes âgées.

Théo Braun. La dépendance est un risque social. Les individus, seuls, ne peuvent y faire face dans de bonnes conditions. Le coût de la vie pour une personne dépendante dépasse de loin les ressources des retraités moyens. La seule mise en jeu des solidarités familiales est insuffisante pour assurer l'égalité devant ce risque, que nous avons en quelque sorte "créé" en prolongeant la durée de vie. Aussi, la société et le gouvernement ont-ils la responsabilité de veiller à la mise en place d'un système de couverture des dépenses de soins et d'aide. Il nous faut donc, aujourd'hui, être créateurs devant un nouveau risque.

Mais nous avons déjà une expérience. Les hommes de ma génération ont été créateurs, en 1945, lorsque l'ensemble de la société a ressenti la nécessité d'organiser la redistribution financière nécessaire pour faire face au risque maladie. Moi, qui ai activement participé à la mise en place de la Sécurité sociale, je ne recule pas devant le parallèle avec la tâche qui nous attend aujourd'hui. Je crois que le cadre que nous avons créé à cette époque est bon. Nous avions pour perspective de l'élargir le moment venu. Je suis donc convaincu que la Sécurité sociale peut parfaitement accueillir un nouveau fonds, et de nouvelles prestations spécifiques destinées à répondre au risque de dépendance.

Je serai très prudent, en effet, sur les ressources qu'il faut rassembler tant que je ne disposerai pas d'évaluation précise des dépenses qu'il faut couvrir. Une bonne partie de la dépense peut sans doute être couverte sans participation supplémentaire des cotisants. Car de nombreuses institutions interviennent déjà : les caisses de retraite, l'assurance maladie, les conseils généraux, sans oublier que les personnes âgées et leurs familles paient directement une bonne part des services. Je suis sûr que le ministère des Finances me serait très reconnaissant si je pouvais lui certifier que nous n'aurons pas besoin d'un prélèvement supplémentaire !

Ma démarche est pragmatique : je veux d'abord évaluer les dépenses, ensuite faire le bilan des contributions existantes, ensuite seulement, m'interroger sur les ressources complémentaires qui seraient nécessaires. Toutefois, je dispose depuis une semaine des derniers chiffres fournis par une étude remarquable du service statistique du ministère sur les pensions totales dont jouissent les retraités. Cela me confirme qu'il ne serait probablement pas scandaleux de demander à la plupart d'entre eux une modeste contribution à ce fonds, dont je sais qu'ils perçoivent bien la grande utilité, pour eux-mêmes et leurs proches.

Les prestations ouvertes

Nature de la prestation	Financement	Coût en millions de francs	Nombre de bénéficiaires (1987)
I - Prestations en espèces			
• Majoration pour tierce personne (pension d'invalidité 3e catégorie)	Assurance maladie	1.350	25.000
• Allocation compensatrice (1)	Aide sociale départementale	5.000	170.000
II - Services de soins à domicile	Assurance maladie	1.022	35.000
III - Aide ménagère	Aide sociale départementale	1.500	116.000
	Aide facultative tous régimes SS	2.060	351.200
	Participation des ménages	830	
IV - Hébergement	Pensionnaires payants et contribution personnelle et familiale	16.300	600.000
	Aide sociale départementale	4.600	145.000
V - Lits médicalisés Sections de cure (forfaits soins)	Assurance maladie	3.200	69.000 lits
VI - Long séjour Forfait journalier		3.500	66.000 lits

(1) Les services d'auxiliaires de vie ont encore un carectère expérimental. Ils sont financés en principe à hauteur de 50% par l'intéressé lui-même, avec l'aide de l'allocation compensatrice, de 50% par une subvention de l'Etat (112,5 MF en 1989 pour 9.000 bénéficiaires). (Source : Jacques Salvador).

1789 - 1989 : la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :

une lithographie originale, une authentique œuvre d'art.



OFFREZ-VOUS CETTE SUPERBE LITHOGRAPHIE DE LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Plus qu'un document un symbole

... par ... graphiques de l'im... «Affiche Européenne».

300 heures de travail, 15 couleurs

La réalisation de cette superbe lithographie a nécessité plus de 300 heures de travail. Chaque lettre de la Déclaration a été fidèlement reproduite afin que le texte soit parfaitement lisible. Quant au tirage, il a été effectué en 15 couleurs sur un magnifique papier «Velin d'Arches» de 160 grammes. C'est donc une authentique œuvre d'art ***signée par l'artiste*** *qui l'a gravée et tirée qui vous est aujourd'hui proposée !*

Un certificat d'authenticité

Chaque lithographie est accompagnée d'un ***certificat d'authenticité*** *précisant le caractère original de sa réalisation et toutes ses spécificités techniques. Il vous garantit ainsi la totale authenticité de cette œuvre appelée à* ***prendre régulièrement de la valeur avec le temps.***

Pour recevoir cette œuvre qui concerne en priorité toutes les mairies de France, il vous suffit de retourner, après l'avoir rempli, le bon de commande ci-joint accompagné de votre règlement. La lithographie vous sera alors adressée dans son emballage spécial de protection.

Vos commandes continuent d'affluer.

Nous avons demandé à notre fournisseur de maintenir cette offre promotionnelle jusqu'au 15 mars.

Cette lithographie sera également vendue au congrès sur le stand de "Vendredi"

Bon de Commande

à retourner à
"Vendredi"
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

Vendredi

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

_____

_____

Veuillez m'adresser _____ lithographie(s) signée(s) tirée(s) sur Velin d'Arches 160 grammes

Format	prix unitaire	nombre	montant total
60 x 80	~~470 F~~ 200		
40 x 60	~~380 F~~ 160		
Frais d'expédition en recommandé			38 F

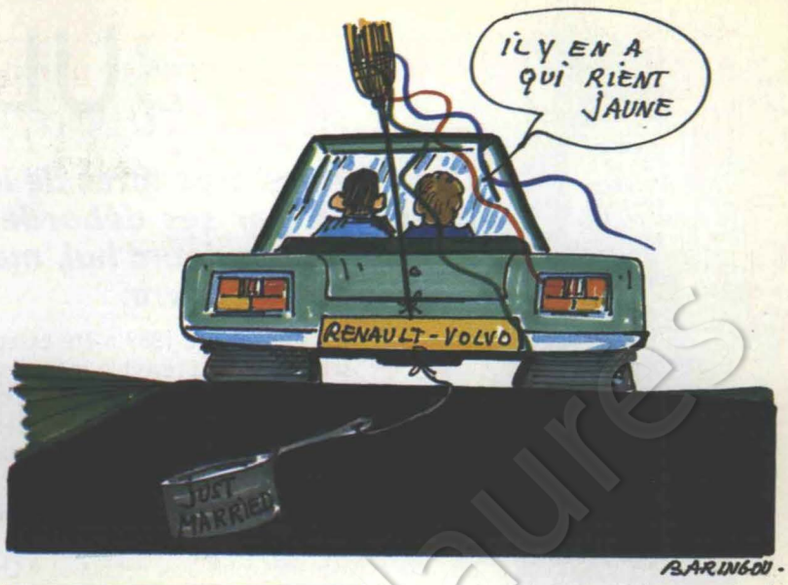
OFFRE SPECIALE LIMITEE A 500 EXEMPLAIRES

Lithographie tirée sur papier Richard De Bas 220 gr et numérotée	~~1800 F~~	800	
TOTAL			

Règlement comptant à la commande, paiement par : ☐chèque bancaire, ☐chèque postal, ☐mandat lettre

Copie non contractuelle

Automobile : mariage de raison contre le Japon



La conférence européenne des travailleurs de l'automobile s'est tenue à Turin, le 17 février. Deux thèmes pour les partis socialistes et sociaux-démocrates et les syndicats rassemblés : pollution et concurrence japonaise à laquelle le mariage Renault-Volvo répond.

L'automobile est mutilante, polluante, gaspilleuse d'énergie, tel fut le discours des conseillers municipaux de Saragosse, Cologne, Le Havre. Nuages toxiques au-dessus des villes dus à une circulation trop dense, comme à Cologne, engorgements chroniques dans les centres des villes, difficultés de stationnement, piétons en mal de rues piétonnes... les élus ont exprimé leurs préoccupations, les ont, pour ainsi dire, rabâchées car, d'une ville à l'autre, les problèmes de qualité de vie ne diffèrent guère. L'automobile accapare la cité. Dans un sondage effectué à Cologne (1 million d'habitants, 400.000 véhicules), 61% des citoyens ont déclaré qu'ils se sentaient menacés par la pollution atmosphérique et 59% qu'ils étaient dérangés par le bruit.

Les voitures "vertes" sont impatiemment attendues, mais représentants syndicaux et politiques n'ont pas manqué de souligner que ce sont les petites japonaises qui, à défaut, déferlent sur nos marchés.

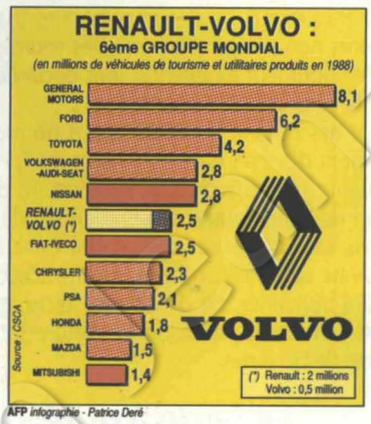
Efficacité japonaise, dépression américaine, fragilité européenne

Les constructeurs nippons détiennent 11% du marché en Europe avec des écarts notables d'un pays à l'autre. En France, par exemple, le taux de pénétration des voitures japonaises est limité à 3% du fait de l'instauration de quotas. En Irlande, les Japonais détiennent 40% de parts de marché ; 24,8% aux USA. Le tabac des voitures nippones outre-Atlantique provoque d'importants dégâts chez les constructeurs nord-américains. La dépression guette Detroit, ville phare de la construction automobile.

Au cours du dernier trimestre de 1989, les ventes des constructeurs US ont diminué de plus de 20%. Pour endiguer le phénomène, ces derniers ont baissé leurs prix de vente, d'où une forte dégradation de la rentabilité. 100.000 personnes environ sont au chômage technique. Les difficultés actuelles résultent de la forte agressivité commerciale des constructeurs japonais, dont le taux de pénétration pourrait atteindre 30% en 1992. Aujourd'hui, les voitures les plus vendues aux USA se nomment "Lexus" et "Infinity". La première est fabriquée par Toyota, la seconde par Nissan.

Les marques japonaises progressent non pas grâce à des importations de plus en plus importantes mais à partir d'une augmentation de production de leurs usines implantées en Amérique du Nord. Quasiment inexistantes en 1981, les productions nippo-américaines devraient atteindre 2,6 millions d'unités en 1991. Les constructeurs US envisagent à court terme de supprimer 10.000 emplois. 50.000 autres sont en sursis chez General Motors, Ford et Chrysler, dont la direction vient d'annoncer une perte de 664 millions de dollars pour les trois derniers mois de 1989. 6 usines sur 50 devraient fermer leurs portes dans un proche avenir.

La situation de l'industrie automobile américaine hante nombre d'esprits européens ; les Français, notamment, qui ont tenu un langage très ferme. "L'évolution maîtrisée de l'automobile sur notre continent ne peut se concevoir sans une industrie dynamique, s'appuyant sur des constructeurs disposant des moyens nécessaires à cette mutation. La stratégie de conquête des marchés par les constructeurs japonais, si inquiétante, doit appeler réflexions, positions de principe et réponses collectives... Nous avons, en face de nous, un dispositif industriel, commercial et financier global qui, non seulement organise la concurrence entre ses propres forces mais, de plus, planifie une stratégie délibérée de conquêtes des marchés extérieurs, en liaison avec les moyens politiques offerts par les pouvoirs publics japonais...", a déclaré Michel Charzat, secrétaire national au secteur Entreprises, qui conduisait la délégation française à Turin. Daniel Cholley, délégué général à l'Entreprise lui a emboîté le pas : "Si l'on examine la stratégie japonaise dans l'électronique, le même type d'offensive industrielle et financière dans l'automobile conduirait, dès les prochaines années, à la perte de plus de 120.000 emplois chez les constructeurs européens qui rappelons-le, emploient 10% des travailleurs européens du secteur productif."

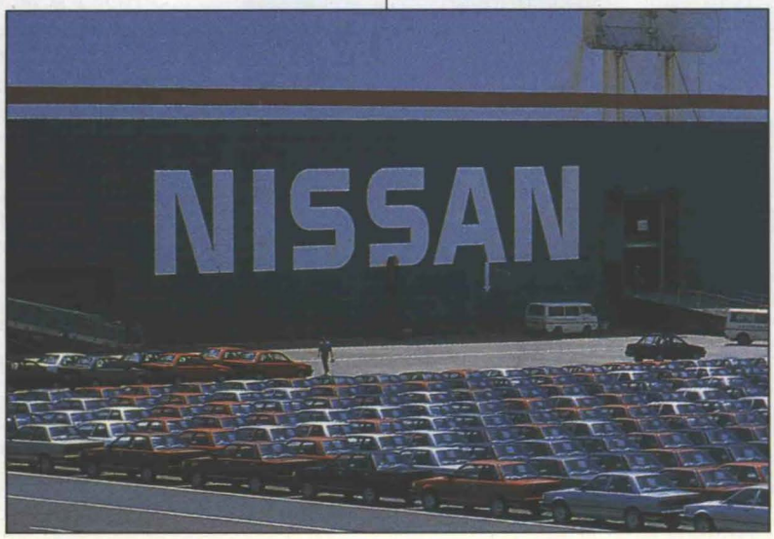


AFP infographie - Patrice Deré

Ce langage se traduit par les propositions suivantes : établissement d'un moratoire en matière d'implantation de constructeurs japonais en Europe, gel des importations et des quotas protecteurs à leur stade actuel, ces deux propositions s'étalant sur une période de dix ans qui constituerait le délai de mise à niveau nécessaire à l'industrie automobile européenne. Italiens et Espagnols sont sur la longueur d'onde française. Quant aux Allemands, pas question pour eux d'adopter une politique de quotas. "Nous devons faire ce que font les Japonais et non pas adopter une politique protectionniste qui se retournera contre nous", dixit Rudolf Dressler, député SPD au Bundestag, présent à Turin. Il est vrai que, pour le moment, l'industrie automobile allemande n'a pas trop à souffrir de la concurrence japonaise, les Allemands dominant dans le créneau des grosses cylindrées, les Japonais dans les voitures de bas de gamme. Cependant, rien ne dit que les Japonais vont continuer à se satisfaire de ce partage.

Les constructeurs français partagent le sentiment des politiques. Face aux concurrents nippons, il faut s'armer durablement. L'accord Renault-Volvo, signé la semaine dernière, relève aussi de cette stratégie. Chacun des deux constructeurs était trop faible pour s'opposer efficacement aux voitures japonaises. Le mariage de raison devrait leur fournir une meilleure assise financière, un potentiel de recherche et de développement multiplié. Toutes choses qui façonnent la puissance de l'industrie automobile japonaise.

Marie-Agnès Combesque



Copyright Presse Pictures



BULLETIN DE SANTE

L'eau fait les gros titres de la presse. Sale, contaminée, dangereuse, l'eau fait peur, non par ses débordements, calamités connues depuis le Déluge et indemnisées aujourd'hui, mais par son impureté cachée que chacun découvre ou feint de découvrir.

Bien sûr, l'année 1989 a été exceptionnellement sèche. Il était prévisible que, dès l'automne, au moment où les eaux sont au plus bas, alors que les industries relancent leurs activités et que les agriculteurs épandent le lisier sur le frais labour, le cocktail allait être du concentré d'horreur.

Mais tout d'un coup, la cote d'alerte est dépassée, les frontières de l'épouvante franchies. L'eau des tuyauteries lyonnaises coule avec des bulles. A Châteauroux, la traque aux bouteilles minérales (pas tellement sûres non plus) s'organise. Des sources, naguère citées pour leur excellence, sont déclarées impropres à la consommation par la DASS.



Le relevé des différents produits plus ou moins accidentellement déversés dans les rivières est "proprement" terrifiant : fuites de chrome, écoulement de cyanure, échappées de bain moussant, ruissellement de lisier, marée de sirop de sucre, sans parler des hydrocarbures variés qui irisent la surface de l'eau. Jetés, répandus à la suite d'accidents, d'incendies, d'erreurs humaines, de défaillance technique, ces déchets transforment l'eau en un bouillon de culture saturé de germes, d'impuretés et de bactéries.

La faute à qui ?

Les usages domestiques, industriels, agricoles, touristiques, individuels et collectifs sont contradictoires, mais les besoins sont considérables. La consommation ménagère et industrielle s'élève par habitant et par jour à près de 1.500 litres. La tentation est alors forte de trouver un bouc émissaire, et l'on pense immédiatement aux industries dont le développement exige des quantités énormes d'eau et qui, souvent, préfèrent payer des amendes plutôt que de se doter d'équipements capables d'éviter les accidents.

Avec l'organisation, en 1964, des six bassins, l'accent était mis sur la nécessité de réglementer ce bien naturel, cette ressource commune dont on commençait à percevoir la vulnérabilité. Ces agences de bassin devaient élaborer une gestion rationnelle des ressources. Sans se substituer aux collectivités locales, à l'Etat ou aux sociétés privées elles avaient en charge la perception auprès des usagers de redevances calculées en fonction de la pollution émise et des quantités d'eau utilisées. A l'heure actuelle, cette taxe sur les substances polluantes est de l'ordre de 50 à 80 francs par kg de matière polluante. Les agences devaient, en outre, accorder subventions et prêts pour la réalisation de stations d'épuration et de bassins de décantation.

Aujourd'hui, les quelque 10.000 stations existantes sont notoirement insuffisantes. Les équipements ont vieilli, certaines canalisations se perforent sous l'effet d'agents corrosifs. Or, les collectivités locales ne peuvent payer le prix nécessaire à la remise en état et à l'expansion du système. Alors, elles se taisent et refilent l'eau sale à des organismes privés comme la CGE ou la Lyonnaise des Eaux. En effet, si l'eau est gérée par la collectivité, la distribution est concédée à ces organismes privés qui réalisent, entretiennent et assurent l'exploitation du réseau.

Il faudrait un budget de plus de 10 milliards pour mettre aux normes européennes les stations existantes. On en est loin, et les communes, abusées par la réputation électorale du parti des pêcheurs à la ligne, ne prennent pas toujours la mesure de la difficulté. Peut être, un jour prochain, les adeptes de la gaule, las de ne prendre que des tanches tachées, des gardons un peu saurs ou des truites dont l'arc-en-ciel doit tout aux marbrures de fioul manifesteront-ils leur colère.

Mais qui devrait payer ? Les pollueurs bien sûr, mais pas seulement, car l'eau est le bien de tous les citoyens et, donc, l'Etat doit s'en soucier. Or, bizarrement, les grandes compagnies des eaux ne sont pas nationalisées. Sûrement une distraction de 1945. Mais depuis le temps, on aurait pu s'en préoccuper. En effet les énormes bénéfices réalisés par ces organismes sont loin d'être tous réinjectés dans le circuit de l'eau. Ils irriguent, par exemple, le monde de la communication (Canal +, M6) ou les pompes funèbres.

On doit à la vérité d'ajouter que, même lorsque l'eau de la rivière passe par une station d'épuration en état, 80% seulement des déchets sont éliminés, ce qui revient à dire que 20% de saloperies passent dans les robinets. C'est ainsi que 25 à 30 % des communes rurales ne disposent pas d'eau potable.

Haro sur les paysans

Et puis, évidemment, il y a les agriculteurs, frères ennemis de la nature. La terre doit rendre, alors on la force. On irrigue à tout va, on déboise les talus, on sature les champs d'engrais azotés, on multiplie les élevages industriels sans s'inquiéter des déjections. Quand on encourage la production de froment sur de la caillasse graniteuse où, traditionnellement, seul le rustique blé noir parvenait à germer, on s'interroge sur la cohérence d'une politique agricole qui, dans le même temps, soutient le développement du maïs dans des régions où la sécheresse est chronique.

Assises de l'eau

Brice Lalonde , secrétaire d'Etat à l'Environnement, organisera des assises nationales, sur le thème de l'eau. Leur objectif : ouvrir une large concertation qui se déroulera en trois temps.

1990 : une année de réflexion aux plans local et national (analyse des problèmes et des besoins).

1er trimestre 1991 : trois mois de synthèse gouvernementale de l'ensemble de ces travaux débouchant sur des orientations nationales qui feront l'objet d'un document, "Eau 2000".

Avril-juin 1991 : neuf mois qui permettront de traduire ces orientations dans le plan quinquennal de chaque agence de bassin.



Coll. Fondation Jean Jaurès

DE L'EAU



Tout se passe comme si, depuis plusieurs années, les productions étaient choisies inversement à leur adaptation aux sols et aux climats. Alors, à coup d'engrais et à larges rasades de flotte, on tente de remédier à l'irrémédiable. On gaspille. A cause du lisier, le taux de nitrate (composant résultant de la minéralisation de l'azote) a été multiplié par 5 en 15 ans. Actuellement, 12 millions de porcs défèquent à jambons rabattus et un cochon en bonne santé est, avec son mètre cube annuel, l'équivalent-déjections de trois humains ! Des tonnes de matières fécales croupissent dans des bassins et s'infiltrent sournoisement dans les nappes souterraines, réserves précieuses s'il en est, puisqu'elles contiennent 80% de l'eau consommée, mais qui risquent de tourner à la fosse d'aisance.

Si on ajoute les pesticides, les fongicides, les décharges sauvages qui s'étirent à travers la campagne, on comprend que le bilan est lourd et que, peut-être, le monde agricole pourrait à son tour participer à la prise en charge financière de la lutte contre cette nuisance. En effet , contrairement aux industriels et aux communes, les agriculteurs continuent à utiliser l'eau quasi gratuitement : 27 francs par hectare et par an semblent bien dérisoires.

Certains consommateurs en viennent à se demander au nom de quelle logique, alors que tous les contribuables sont sommés de s'associer à l'effort national de dédommagement des paysans en cas de catastrophe naturelle, ces derniers seraient en quelque sorte dispensés de participer à l'effort général.

Source vitale

Enfin, il y a les effets indirects de la pollution que l'on découvre peu à peu. A l'heure actuelle, la nature n'est plus en mesure de résorber la masse énorme de déchets déversés sans traitement préalable et de curieuses mutations se produisent. Il y a quelques années, personne ne parlait d'eutrophisation, terme qui signifie que par enrichissement excessif des eaux par les phosphates, par exemple, les planctons et les algues se mettent à pulluler, empoisonnant l'eau, en douce. Dans ce contexte, l'argument écolo des lessiviers n'est qu'un fantastique coup de pub, et la préoccupation affichée pour l'environnement, une pierre jetée dans le marigot du concurrent.

Le pays tout entier est, en réalité, responsable de cet état alarmant. Ce n'est pas les soirs d'élections qu'il faut feindre de se préoccuper de la nature en danger. Aujourd'hui, de plus en plus de citoyens ont compris qu'on déglingue la planète et, qu'à terme, on condamne la vie. La pression de l'opinion publique est certainement nécessaire pour préserver l'avenir en promouvant sans plus attendre une politique de recyclage des eaux usées, en réorientant l'agriculture et en économisant cette source vitale pour l'humanité.

Françoise Lorrain

Trois questions à Bernard Thareau

Les agriculteurs plaident-ils coupable ?

Faire des agriculteurs les boucs émissaires de la pollution de l'eau serait une erreur. Mais que ceux-ci rejettent leur responsabilité en serait une autre. L'agriculture est polluante. C'est un fait.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Il faut faire attention aux solutions partielles. L'agriculture est polluante parce que le mode de production agricole, privilégié depuis les années 60, est une course à la quantité. Une approche technicienne et productiviste. A compétitivité égale, il est possible de faire mieux, c'est-à-dire avec un coût social et écologique moindre.

Alors, que préconisez-vous ?

Incitatifs et répressifs : les dispositifs à mettre en place doivent être de deux ordres. Tout le monde le sait : les systèmes de production extensifs sont moins polluants. Mais rien ne sert d'encourager l'extensification si l'intensification abusive n'est pas pénalisée. C'est l'un et l'autre.

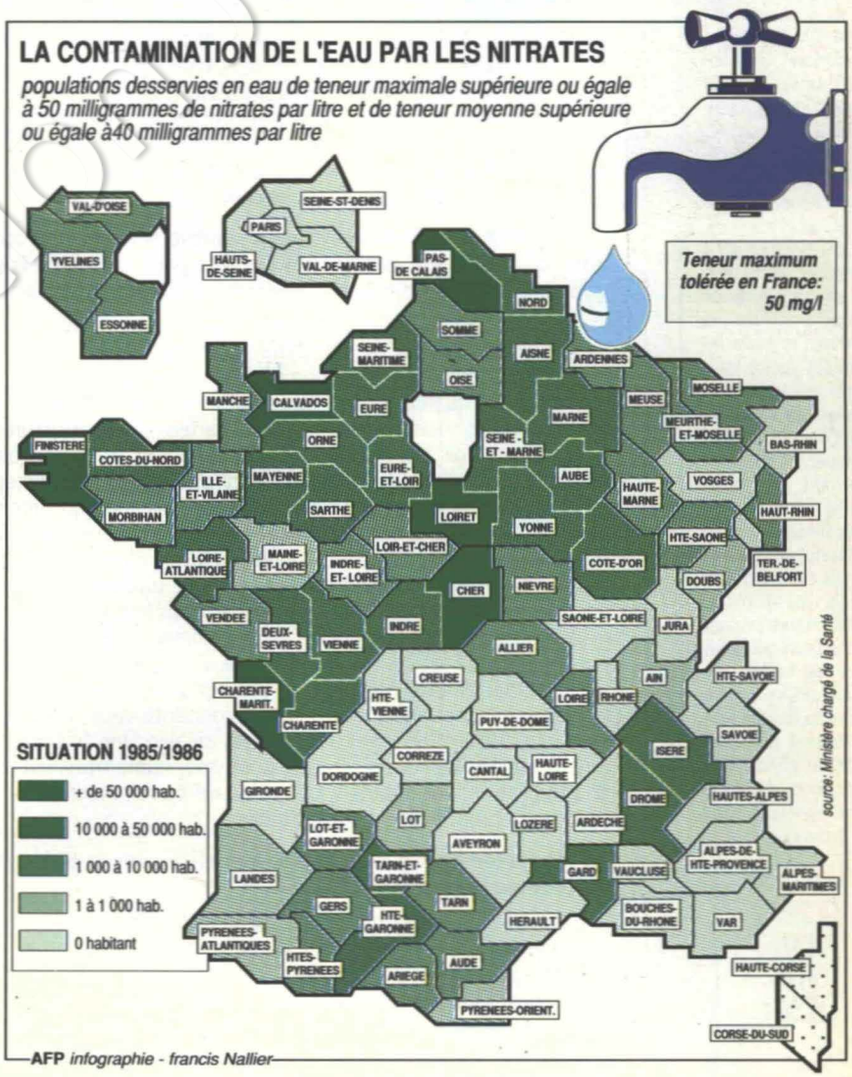
Autre exemple : nous avons proposé le plafonnement des ateliers porcins et la maîtrise des implantations géographiques. Les nappes phréatiques s'en porteront mieux, les producteurs et les coquilles Saint-Jacques de la baie de Saint-Brieuc aussi. La question des taxes sur la consommation d'eau ou sur l'utilisation des engrais ne peut être vue d'une manière linéaire. Les PV pour excès de vitesse ne sont pas payés par l'ensemble des automobilistes, mais bien par les seuls chauffards ! En agriculture, l'esprit doit être le même : les mécanismes pénalisant les excès d'utilisation d'engrais, doivent être différenciés.



Bernard Thareau, responsable national à l'Agriculture et à l'espace rural

LA CONTAMINATION DE L'EAU PAR LES NITRATES

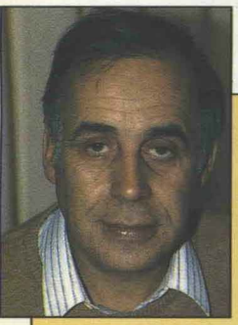
populations desservies en eau de teneur maximale supérieure ou égale à 50 milligrammes de nitrates par litre et de teneur moyenne supérieure ou égale à40 milligrammes par litre



AFP *infographie - francis Nallier*

NARCO - $

La Suisse lave-t-elle plus blanc ?



Dans "La Suisse lave plus blanc" (1), Jean Ziegler dresse un réquisitoire sévère contre le système bancaire helvètique en dénonçant la collusion entre narcotrafiquants et systèmes bancaire, judiciaire et politique suisses.
La Suisse, qui "avait été pendant des générations, le symbole de l'hygiène, de la santé, de la propreté est aujourd'hui un foyer d'infection". Les banquiers suisses sont des "émirs", le système bancaire "une jungle". "Le torrent des narcodollars est le fleuve nourricier de la terre suisse", etc.
La Confédération en a les oreilles qui tintent, elle est outrée qu'un de ses membres révèle ses turpitudes et donne les noms des grands trafiquants ayant résidé ou résidant sur son territoire (Yasar Musullulu, trafiquant d'armes et d'héroïne ; Yasar Kisacik, Edmond Safra, Hovik Simonian).
La Suisse, c'est aussi le paradis des dictateurs déchus, type Marcos ou Duvalier. Leurs fortunes sont toujours entassées dans les coffres du Crédit suisse ou de l'Union de banque suisse. Mobutu, est également un client bien connu de ces établissements spécialisés. La liste est longue.



(1) Le Seuil, 194 p., 89 F.

Neutralité a toujours rimé avec intégrité. Secret bancaire voulait dire : "sûr", dans tous les sens du terme. Nos voisins helvétiques vont-ils devoir réviser leur vocabulaire ? Jean Ziegler - l'enfant terrible - lance un pavé dans la mare.

"Vendredi". Qui aime bien châtie bien dit un vieux dicton. Est-ce donc que vous aimez beaucoup la Suisse pour la stigmatiser comme vous le faites?

Jean Ziegler. La Suisse est un cas exemplaire. Je suis très inquiet de ce qui arrive à sa démocratie. Mon livre n'est pas une attaque contre la Suisse mais, à l'exemple de ce qui se passe dans ce pays, je tente de montrer que nos démocraties occidentales ne sont pas vraiment équipées pour faire face au crime organisé qui s'infiltre dans leurs institutions. Il y a incompatibilité radicale entre une société de liberté, de démocratie, de marché, de garantie des droits de l'homme et le crime organisé à l'échelle mondiale, comme il se donne à voir et s'est constitué à travers les cartels. Ceux-ci sont anonymes, n'acceptent aucune règle de civilisation, disposent de milliards et de milliards de dollars circulant très rapidement, sont d'un cynisme total dans leurs actions et leur statégie.

Pour reprendre une expression de François Mitterrand, qui est beaucoup cité dans ce livre car il a véritablement pris la tête de la campagne mondiale contre les cartels de la drogue, ces "agents de la mort" menacent aujourd'hui l'autorité de l'Etat et pas seulement en Colombie où nous assistons pratiquement à une guerre civile. Les économies européennes, si elles n'arrivent pas à maîtriser cette économie sauvage du blanchiment de la drogue, risquent de succomber à ce cancer.

La mise à jour de ces trafics semble récente. Or, vous dites que la Suisse devient un paradis pour les narco-trafiquants dès 1981. Comment expliquer ce silence de dix ans ?

L'opinion publique est toujours tardivement informée. Cependant, dans le cas du blanchiment des profits de la drogue, il ne faut pas oublier que l'ennemi s'est lui-même organisé tardivement. Le saut qualitatif qui a abouti à la création des cartels tels que nous les connaissons est récent. Les cartels se sont structurés il y a deux ou trois ans au plus, lorsque les cartels sud-américains, syriens, turco-libanais, iraniens, etc, n'ont plus su que faire de leurs profits. Vient un moment où l'argent encombre, où l'on ne peut plus l'entasser sous son lit. Escobar et consorts ont acheté des villas somptueuses, des chevaux de course... mais ils n'arrivaient pas à écouler leurs formidables profits. C'est à ce moment-là que les banques suisses, entre autres, sont entrées dans leur jeu.

La Suisse n'est pas membre de la Communauté économique européenne, l'Etat central y est faible, son secret bancaire est extraordinairement hermétique. Les banques multinationales suisses, qui témoignent d'une impressionnante capacité professionnelle, offrent des conditions illicites idéales. Une fois que cet argent est déposé sur un compte, anonyme, numéroté, l'identité de son propriétaire disparaît. Le trafiquant peut investir en bourse, devenir propriétaire de portefeuilles...

Le Luxembourg n'est-il pas à égalité avec la Suisse en matière de blanchiment ?

Il est vrai que le Luxembourg, lui aussi, possède une structure bancaire hypertrophiée et qu'il a tenté de maintenir un secret bancaire assez voisin de celui de la Suisse. Mais le Luxembourg est membre de la CEE et Bruxelles fait pression sur lui. Puisqu'il est membre à part entière de la Communauté, on lui demande de respecter et d'accepter les règles communes aux Etats membres. Par exemple, en ce qui concerne l'aide judiciaire internationale : possibilité pour un magistrat d'un pays donné, en vertu de traités



internationaux, d'enquêter dans un autre pays par le canal de la justice locale. La Suisse a toujours refusé de telles demandes d'entraide. Je pense que le Luxembourg n'est qu'un paradis passager et qu'il ne pourra plus résister très longtemps aux injonctions de Bruxelles.

Vous êtes élogieux quant au rôle joué en Europe par la DEA, l'organisme américain de lutte contre le trafic de drogue. Et en Amérique du Sud ?...

Ce que je dis de positif sur la DEA, et que je maintiens, c'est le rôle extraordinaire de ses agents dans la lutte contre les réseaux de blanchiment. Ce sont eux qui ont découvert les scandales en Suisse. Sans eux, les banques n'auraient jamais été inquiétées. On peut discuter sa stratégie dans les pays du tiers monde : elle consiste, par exemple, à équiper les armées nationales bolivienne et péruvienne. Il est évident qu'il y a là danger pour la souveraineté de ces pays, et que les guérillas souffrent de cette situation. En fournissant armes et experts, les DEA essaient en même temps d'éliminer les oppositions de gauche dans ces régions.

Socialiste, conseiller national de Genève -soit l'équivalent de député-, vous êtes menacé du retrait de votre immunité parlementaire. Que vous reproche-t-on?

D'une part, un des personnages cités dans mon livre a porté plainte. Il s'agit de Nessim Gaon, promoteur immobilier, ami de Mobutu. D'autre part, on me reproche d'avoir trahi le secret d'une commission parlementaire dont je livre un extrait de compte rendu. Or, les délibérations en commission sont couvertes par le secret. En fait, on reproche à un socialiste d'avoir trahi un unique secret alors que les membres du Parlement suisse, à majorité de droite -et nous sommes la seule démocratie occidentale à accepter cette pratique- ont tout à fait le droit de siéger dans les conseils d'administration de grandes banques. Nombre d'entre eux le font. Ceux-ci trahissent en permanence le secret des délibérations.

Plus embêtants que cette histoire d'immunité et le procès sont la campagne de calomnie personnelle, les menaces anonymes dont je suis l'objet depuis la parution du livre. Mais la Suisse reste une très complexe, vieille et passionnante démocratie. Dans cette crise, je reçois le soutien de nombreux hommes et femmes simples, courageux, et qui partagent ma révolte.

Propos recueillis par
Marie-Agnès Combesque

Le Haut-Conseil à l'intégration : quel rôle ?

Parmi les neuf membres du Haut-Conseil à l'intégration qui viennent d'être nommés : Philippe Farine et Georges Morin. Le délégué national du PS chargé des Français originaires du Maghreb définit les objectifs du Haut-Conseil.

Georges Morin. Son rôle est essentiellement un rôle d'analyse et de réflexion à long terme. Ce qui est le plus intéressant, c'est qu'on aperçoit mieux, maintenant que le Haut-Conseil va se mettre en place, l'architecture générale du dispositif qui gèrera le problème de l'intégration. Cette construction très pragmatique me paraît tout à fait ingénieuse.

N'aurait-il pas été plus simple de créer un ministère de l'Intégration ?

Je me le suis longtemps demandé. J'y suis aujourd'hui farouchement opposé. Un tel ministère serait vite perçu comme le "ministère des étrangers", alimentant un peu plus les frustrations et le racisme des Français défavorisés. En outre, l'intégration requiert l'intervention de tellement de ministères qu'il y faudrait presque un premier ministre bis, avec tous les conflits de compétence que l'on peut imaginer !



C'est pourquoi, le système qui existe enfin me paraît bien préférable : un comité interministériel présidé par le Premier ministre avec tous les ministres compétents, s'appuyant sur la permanence d'un secrétaire général, M. Hubert Prévot, dont on a eu l'intelligence de faire en outre le patron du Fonds d'action sociale (FAS) et qui assurera sûrement, de fait, le secrétariat général du Haut-Conseil. Il y aura donc un homme, dont chacun connaît la rigueur et l'efficacité, qui sera au carrefour des trois instances et qui pourra donc à la fois s'appuyer sur l'autorité gouvernementale, sur les moyens financiers considérables du FAS et sur ce lieu de réflexion que doit être le Haut-Conseil.

Pourquoi ce Haut-Conseil ne comporte-t-il pas de personnalités directement issues de l'immigration ?

Personnellement, j'y aurais été favorable. Mais le gouvernement a préféré éviter deux difficultés : celle de devoir choisir entre différentes communautés, et celle de la concurrence souvent féroce entre les associations communautaires. Je crois que l'on aurait pu contourner ces obstacles en trouvant des personnalités à l'audience incontestée, mais il n'en a pas été décidé ainsi.

De toute manière, le Haut-Conseil n'a pas vocation à représenter les diverses communautés issues de l'immigration. C'est le cas d'autres organisations, très largement présentes, comme le FAS ou le Conseil national des populations immigrées.

Ce qui est intéressant, dans la composition du Haut-Conseil, c'est qu'on a réussi à établir un double équilibre. L'équilibre entre des personnalités de renom (Mme Join-Lambert, M. Hessel, M. Le Pors, M. Long, M. Voisart) et des élus locaux (M. Delalande, M. Diligent, M. Farine et moi-même). Le second équilibre, tout aussi important, est qu'y figurent les quatre grandes familles politiques démocratiques de ce pays : PS, PC, RPR et UDF. La politique d'intégration est trop importante pour qu'on ne se réjouisse pas d'y voir contribuer tous les partis.

Vous avez organisé, en janvier dernier, une rencontre nationale entre les élus socialistes originaires du Maghreb et les responsables du gouvernement et du Parti. Ce travail va-t-il vous être utile ?

Sans aucun doute. Je dois dire que j'ai éprouvé deux grandes fiertés à l'issue de cette rencontre. D'abord de voir les élus, qu'ils soient d'origine immigrée ou rapatriée, réconfortés par le nombre, la qualité et l'engagement de tous les responsables du pays qui sont venus travailler avec eux. Ensuite, j'ai également été très heureux d'entendre ces neuf ministres, tout autant que Michel Rocard, Laurent Fabius et Pierre Mauroy, nous dire leur satisfaction d'avoir rencontré des interlocuteurs exigeants et responsables. Les débats ont été d'une richesse exceptionnelle et nous comptons bien, de part et d'autre, les poursuivre à travers des rencontres régulières de travail avec les différents ministres.



La mort de Sandro Pertini touche profondément le Parti socialiste et le mouvement socialiste tout entier, car nous perdons un camarade prestigieux et exemplaire.

Exemplaire, il le fut pendant toute sa vie : résistant au régime fasciste, libérateur de sa patrie, les armes à la main, toujours au service de son Parti, de tout son Parti, en œuvrant inlassablement pour l'union des forces socialistes italiennes. Président de la Chambre des députés, puis de la République, il est apparu sur la scène mondiale comme un homme d'Etat. Mais, en même temps, pour ses compatriotes, il restait un président familier, totalement indépendant du formalisme et recours suprême de la confiance du peuple, dans ces années noires où l'Italie affronta des bouleversements politiques et naturels difficilement supportables.

Généreux, courageux, il l'est resté jusqu'au dernier jour. Tous les Italiens et, parmi ceux-ci, particulièrement les plus modestes, considèrent toujours que Sandro Pertini restait proche d'eux, même lorsqu'il avait accédé à la plus importante charge de l'Etat.

Sandro Pertini, qui avait trouvé refuge en France pendant les années mussoliniennes, revenait souvent chez nous prendre quelques jours de repos. Les socialistes français se sentaient honorés de cette preuve d'amitié et s'associent fraternellement au deuil du peuple italien.

(Message de Pierre Mauroy après la mort de Sandro Pertini, le 26 février 1990).

Solidarité PS-"Gazeta"

En décembre 1989, à Varsovie, Pierre Mauroy avait assuré à Adam Michnik et à Bronislav Geremek qu'il contribuerait à l'acheminement des rotatives cédées par "Le Monde" à "Gazeta", l'organe de Solidarnosc.

Dès le retour à Paris, des contacts étaient pris avec l'administration du "Monde" et l'association "Solidarité France-Pologne" pour connaître les détails techniques de ce transfert d'une machine pesant plus de 500 tonnes, dont le coût était estimé à 300.000 francs. Le PS lançait aussitôt, dans les colonnes de "Vendredi", une souscription auprès de ses militants et de ses élus pour réunir cette somme.

C'est ainsi que, le 20 février, dans l'un des salons de la Sorbonne, Pierre Mauroy remettait à Adam Michnik et à Bronislav Geremek, un chèque de 100.000 francs à titre de premier versement de la contribution du PS. La souscription continue et nous invitons tous nos camarades et amis à poursuivre leurs efforts pour soutenir "Gazeta" et contribuer ainsi au développement de l'expression démocratique en Pologne.



Elections au Nicaragua

Dix ans de révolution sandiniste s'achèvent par le verdict des urnes. Le gouvernement nicaraguayen a prouvé, en prenant un tel risque, combien furent erronées les diatribes qui voulaient ignorer la vocation pluraliste et démocratique du sandinisme.

Après avoir lutté contre la dictature de Somoza, puis tenté de bâtir une société plus juste, les sandinistes ont dû concentrer leurs efforts sur la défense de leur pays face à une agression armée épaulée par les Etats-Unis. Ils surent défendre la souveraineté nationale du Nicaragua, puis œuvrer efficacement en faveur de la paix en Amérique centrale. Ils paient aujourd'hui la ruine de leur projet social qu'une économie de guerre ne pouvait assumer.

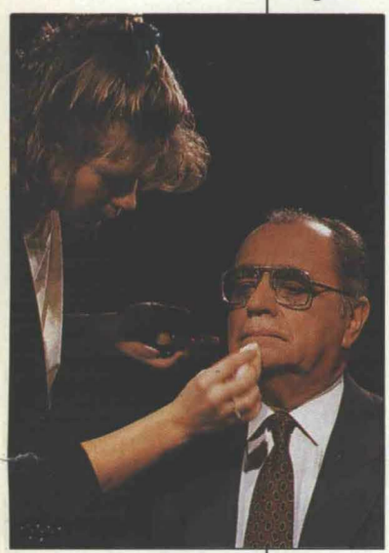
Le PS prend acte de la volonté exprimée par le peuple nicaraguayen. Puisse cependant ce vote ne pas mener le futur gouvernement nicaraguayen à oublier les aspirations pour lesquelles ce pays a tant lutté au cours des dernières années : justice et souveraineté nationale.

Pierre Guidoni
secrétaire national aux Relations internationales

Dans le prochain numéro de "Vendredi", l'analyse de Carlos Ferrari-Gomez, de retour de Managua.

Télévision et démocratie : pertes et profits

Le développement de la télévision a tranformé notre vision du monde. Les spectateurs d'une histoire en train de se faire sont-ils pour autant des acteurs de leur propre destin ? Quelques pistes de réflexion sur les rapports permanents et passionnels entre une vieille dame respectable et une autre qui l'est -parfois ?- un peu moins : la démocratie et la télévision...



▲ *...Entre l'adaptation à des normes télévisuelles informulées et la définition d'une morale d'action.*

La quarantaine passée, la télévision se mettrait-elle enfin à réfléchir sur elle-même ? En quelques semaines, on a vu une émission brocardant quelques us et travers du paysage audiovisuel français sur la 2 ("My télé is rich", de Bernard Rapp), une autre démontrant "le nouveau pouvoir des images" sur la 6 (présentée par Charles Villeneuve) et une enquête du nouveau journal de la 5 de Guillaume Durand consacrée à la "télé à risque". Revendiquant cette toute nouvelle introspection, Christine Ockrent elle-même a déclaré en direct sur son média favori que, sur la Roumanie, "on s'était planté".

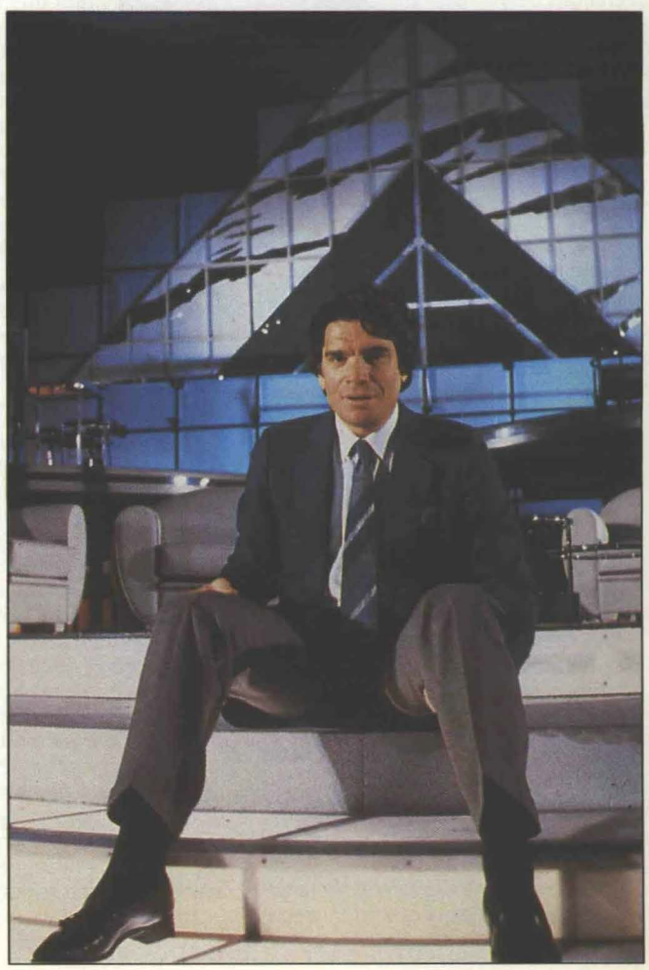
Transparence

Que s'est-il donc passé pour que l'information télé, encensée pour sa couverture du basculement de l'Est, soit aujourd'hui ainsi soumise aux feux de la critique ? D'abord ce qu'on peut appeler l'effet Timisoara. La manipulation grossière dont elle a été naïvement victime (mais avec elle, l'ensemble de la presse internationale) a eu un effet pédagogique certain. Depuis quelque temps, les Français ne croient plus que ce qui est "écrit dans le journal" soit forcément la vérité. Ils avaient toujours tendance à penser que les images ne mentaient pas. Opinion aujourd'hui ébranlée après les révélations sur "le charnier de Timisoara" (6.000 voire 12.000 morts annoncés !). Ces bourdes pourraient être mises au compte de l'inexpérience devant ce nouvel âge de la télévision, celui des satellites par lesquels on peut interroger n'importe quel point du globe. "Le pouvoir de l'image est très fort, constate Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste. Tout dépend de l'usage que les professionnels en font. Des images comme celles du matraquage des Kanaks sur la place des Cocotiers en 1987 ont fait mieux ressentir le colonialisme que bien des discours." Vivre successivement la chute du mur de Berlin, la révolution roumaine ou la libération de Mandela fait de nous les spectateurs ébahis d'un monde en ébullition.

Effet positif : la télévision n'est plus ce robinet à insignifiance que l'on a tant décrit. L'histoire, qui déboule dans votre salon ou votre chambre à coucher, ne peut plus être ignorée. Ce savoir est à la fois universel et simultané. Nous appréhendons les événements immédiatement et en même temps que les autres. Gageons que même les Français feront des progrès en géographie. La souplesse de la technique qui rend les barrières friables sert, dans un premier temps, de vecteur à l'idée démocratique : il était indiscutablement plus facile à un Berlinois de l'Est, du temps d'Honecker, de recevoir la télévision ouest-allemande que de franchir le mur. Rien de fortuit à ce que les réformes de Mikhaïl Gorbatchev se soient placées d'emblée sous le signe de la "glasnost", la transparence.

Mise en scène de l'information

Mais, à l'inverse de ce que l'on disait des Etats-Unis, la télévision exporterait-elle mieux la démocratie à l'extérieur qu'elle ne la consoliderait à l'intérieur ? C'est en tout cas le point de vue défendu par Françoise Giroud. Et la chroniqueuse du "Nouvel Observateur" de mettre en garde les pays en voie de démocratisation contre la manière dont le débat politique est "animé" aujourd'hui en Occident et singulièrement en France. Plusieurs exemples récents mettent en lumière les pentes sur lesquelles la course à l'audience fait glisser insensiblement le système télévisuel. Le passage de 20 h 30 à 22 h 15 -sur une chaîne du service public !- de "L'Heure de vérité"



Le risque de la mise en scène de l'information ▶

constitue, qu'on le veuille ou non, plus qu'un symbole. A l'exception de "La Marche du siècle", il n'existe plus aucune émission de controverse politique sur les six grandes chaînes françaises à une heure de grande écoute. En l'espace de six ans, on aura vu disparaître "Questions à domicile", "Face à France", "Place publique", "Droit de réponse", "La Preuve par 5", "Club 6", la retransmission du "Club de la presse", "Edition spéciale", "Le Monde en face", "Forum FR3-RMC", toutes émissions pouvant être classées dans cette catégorie, à des titres ou à des degrés divers. Il reste, dans ce champ de ruines, quelques vestiges épars. Mais aucun d'eux, sauf "7 sur 7" qui joue la concurrence avec les radios périphériques, le dimanche à 19 h, n'est programmé avant 22 h. Certains se font une spécialité de séduire couche-tard, hiboux, insomniaques et noctambules. "Aparté" et "Arrêt sur l'image" ne débutent sur la 5 qu'à 23 h 30 et les "Débats de nuit", de TF1, préenregistrés quand il s'agit de la discussion hebdomadaire de Philippe Alexandre et de Serge July, pas avant... 1 h du matin !

"A l'heure de grande écoute, la présentation des événements est tellement partielle et sensationnalisée que le débat démocratique ne s'en trouve pas amélioré, estime Marc Paillet, journaliste, qui fut membre de la Haute Autorité. Ce n'est qu'à partir de 22 h 30 qu'on a droit à des informations plus fines et plus fouillées." L'auteur de "Télé gâchis" redoute que "le système actuel ne favorise une démocratie à plusieurs vitesses". Difficile de complètement gommer la part de spectaculaire qui fait aussi le charme et l'intérêt de l'information télévisuelle. Mais le spectacle dérive quand il se transforme en mise en scène pure de l'information. Pour beaucoup de commentateurs, Christophe Dechavanne dans "Ciel mon mardi" a poussé ce parti pris jusqu'à la caricature. "Derrière le spectacle à tout prix qu'ont choisi certaines émissions s'installe une banalisation de l'irresponsabilité qu'il est impossible d'admettre", écrit Philippe Meyer dans "Le Point". Au départ, présentateur de variétés, Dechavanne n'a pas le monopole de ce travers. C'est le journaliste Daniel Bilalian qui animait le défunt et peu regretté "Stars à la barre". Et les journaux télévisés, s'ils ont gagné en indépendance et en liberté, ne sont pas toujours à l'abri de ce type de critiques.

Le manque d'analyse et de distance, la simplification à outrance, l'insuffisance de culture sur les sujets qu'ils traitent rendent parfois certains journalistes de télé plus influençables qu'ils ne le croient eux-mêmes. Certes, les hommes politiques n'ont pas pris la réelle mesure du changement considérable qu'entraînait le développement du nouveau média. Mais les journalistes sont loin d'en avoir exploré tous les ressorts. Beaucoup ont insuffisamment compris que le comportement des acteurs politiques mais aussi sociaux s'en est trouvé profondément modifié et qu'il fallait pouvoir le décoder. Sinon, le risque serait grand que l'adaptation à des normes télévisuelles informulées ne prenne le pas sur la définition d'une morale d'action. Que la fin, le passage à la télévision, ne justifie les moyens, la grève des urgences par exemple. La société deviendrait alors, comme le pense Guy Debord, le reflet du spectacle, au lieu que le spectacle soit celui de la société.

L'image de la politique

Quand il s'agit de juger la dégradation de l'image de la politique, hommes politiques et journalistes de télévision se renvoient la balle. Le reflet qu'en donne la télévision est indiscutablement peu flatteur. L'humour en est un indice révélateur. La vieille tradition française des chansonniers a cédé la place à celle des imitateurs. Avant que ceux-ci ne muent nos hommes politiques en pantins, sur la scène du "Bébête show".

Cinq points de vue pour Vendredi

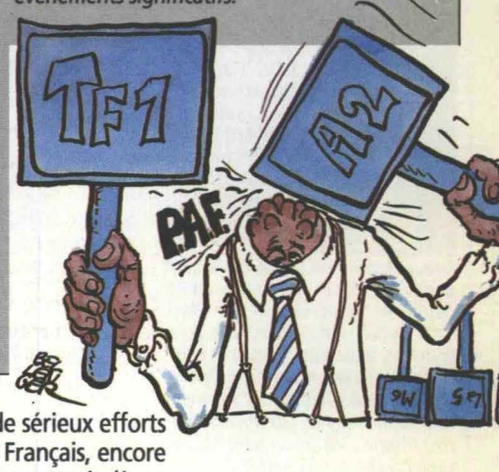
Françoise Giroud. *"La manière de présenter les hommes politiques à la télévision, de les filmer, fait apparaître la politique sous un jour peu sérieux, voire ridicule. Ils sont interrogés à tout bout de champ sur n'importe quoi et, le plus souvent, pas précisément sur ce qui intéresse les Français. Rares sont ceux qui ont suffisamment réfléchi aux spécificités de la communication audiovisuelle pour vraiment faire passer leur message. Quelle place doit avoir la télévision dans la société ? Si elle est aussi envahissante, si elle utilise la politique à d'autres fins que celles qui sont naturellement les siennes, c'est un danger à terme pour la démocratie. Il faudrait que les hommes politiques perdent leur habitude puérile de se précipiter dès qu'ils voient l'ombre d'une caméra ou d'un micro."*

Jean-Jack Queyranne (porte-parole du PS, secrétaire national chargé de l'Audiovisuel). *"La télévision, c'est la puissance des images. La recherche de l'image symbole, de l'image qui touche, peut aussi bien aboutir à des moments irremplaçables d'intensité comme la chute du mur de Berlin que dériver vers une télévision choc dont "Ciel mon mardi", avec son pugilat prémédité, nous a donné un exemple récent. Le débat politique n'est pas l'austérité, mais pas non plus la foire d'empoigne. Ce qui reste important, c'est l'authenticité. Je me méfie autant de la langue de caoutchouc que de la langue de bois. Les politiques apparaissent parfois en retard sur les évolutions de la société. Ce n'est pas une raison pour courir après la mode. Encore faut-il qu'il y ait des espaces de débat. J'ai protesté publiquement contre la suppression du "Forum FR3-RMC" et le report en fin de soirée de "L'Heure de vérité". La première mission des chaînes de service public est d'informer et de permettre le débat politique devant l'opinion."*

Michèle Cotta. *"Les journalistes de télévision doivent se prémunir contre les manipulations de toute sorte. Mais il n'y a pas de recettes. Sinon de faire preuve de toujours plus de rigueur et de sens critique. Le débat politique est moins présent qu'autrefois ? Peut-être, mais ce n'est pas qu'il intéresse moins les gens. Il n'est qu'à considérer les taux d'écoute des récents passages de François Mitterrand, de Michel Rocard ou du débat sur l'immigration avec Le Pen et Tapie. S'il n'y a pas plus souvent de débat, les torts sont pour le moins partagés. Les hommes politiques de premier plan font de plus en plus de difficultés pour paraître à telle ou telle date ou rencontrer tel ou tel adversaire."*

Philippe Meyer (critique de télévision au "Point", a animé une émission sur M6). *"La télévision a probablement accéléré le phénomène d'éloignement des citoyens des partis. Il y a une connivence de fait entre la télévision et les partis politiques pour, au fond, venir militer devant les caméras bien plus que sur le terrain. Cette attitude n'est pas sans conséquence : elle accentue le phénomène de désaffection, d'abstention selon tous les sens du terme à l'égard de la politique, et ne profite qu'au Front national."*

Charles Villeneuve (journaliste, animateur et producteur d'émissions sur M6). *"Nous entrons déjà dans le deuxième âge du nouveau pouvoir des images marqué par un accès de plus en plus répandu à la fabrication d'images : plus de 50% des documents fournis par les chaînes de télévision le sont aujourd'hui par des amateurs. Bientôt, ils pourront disposer de machines pour les modifier. Comment vérifier l'authenticité de ces images, de leur assemblage ? Sûrement pas sans aucun recul ni analyse de la part des responsables des rédactions. J'ai été frappé, sur les événements de Roumanie, par l'inexpérience de certains journalistes qui n'avaient jamais couvert de guerre : comment ont-ils pu prendre pour argent comptant le nombre de 10.000 morts en deux jours ? Il faut prendre garde à ce que nous, journalistes, ne perdions pas notre crédibilité. Est-ce qu'un certain type d'émission qui traite de sujets touchant à la morale profonde, au fonctionnement des institutions, au comportement social, comme "Ciel mon mardi", sans aucune préparation, sans aucune étude de dossier constitue un danger ? A première vue, oui. Mais les gens apportent très vite des correctifs. A long terme, je ne crois pas à la superficialité. Malgré la soumission au profit immédiat, un certain nombre de journalistes feront l'effort de convaincre les industriels de l'image que, de temps en temps, il faut s'arrêter, respirer, réfléchir et répondre aux questions essentielles sur des événements significatifs."*



A qui la faute ? Si les hommes politiques ont de sérieux efforts à faire pour répondre aux préoccupations des Français, encore faudrait-il que les journalistes les aident, sur ce terrain-là au moins. C'est leur fonction, leur rôle, qui n'implique ni complaisance, ni acharnement. L'exaltation du "look", les petites phrases, l'exacerbation des antagonismes et des rivalités, ces jeux de rôle et de trébuchet dans lesquels les hommes politiques s'enferment parfois et où on les enferme souvent, ne sont pas le premier souci des Français.

Bernard Chaouat

Aqua simplex

La mère Denis n'aurait jamais supposé une telle bataille où la lessive serait la vedette. "Moi, je lave sans phosphates", déclame la marque Dumatou, tandis que Rhona-Vaching lui rétorque que son perborate fait crever les poissons. Est-ce ben vrai... tout ça... s'interroge la brave lavandière qui, décidément, échangerait bien deux barils de pub contre un sac qui, deux fois plus petit, lave autant que le deux fois plus grand. Fallait-il que nos ménagères soient ignares pour se charger de la sorte...
D'autant que, finalement, c'est tout de même le tribunal de Lausanne qui lave plus blanc. N'est-ce pas, M'me Kopp !

J.R.

Scott Fitzgerald :
"Tendre est la nuit"



Bien sûr, nous connaissons déjà. Ceux qui ne l'ont jamais lu le doivent. "Tendre est la nuit", neuf ans après "Gatsby le Magnifique", est le deuxième grand roman de Fitzgerald, sans doute le meilleur romancier américain du siècle après Faulkner.
En son temps (1934), "Tendre est la nuit" ne fut pas un succès. Et cette déconvenue poussa sans doute l'auteur vers des abîmes très semblables à ceux de son héros. C'est la fêlure et le rêve. C'est ce décalage entre la générosité dans les sentiments et les objectifs de toute la mythologie yankee se heurtant aux contraintes usuelles, aux failles de chacun. C'est ce qui fait que Fitzgerald est si représentatif de la sensibilité américaine.
Livre de Poche, 482 p., 32 F.

Jean-François Sirinelli :
"Intellectuels et passions françaises"



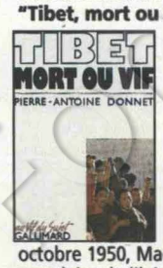
Le sujet -que le titre n'indique pas au mieux-, c'est celui de l'autorité des intellectuels. A cet égard, tout a commencé en 1898 avec le "J'accuse" de Zola. Le lendemain même, également dans "L'Aurore", un texte appelé depuis le "manifeste des intellectuels" venait soutenir Dreyfus et Zola. Parmi les signataires : Anatole France, Daniel Halévy, Charles Rist, Robert de Flers, Marcel Proust... Y répondra une pétition signée par Maurice Barrès, Charles Maurras, Jules Verne, Léon Daudet, Degas, Renoir...
Tout le siècle, il en fut ainsi. Jean-François Sirinelli décrit, analyse, commente. Et il observe qu'aujourd'hui, les pétitions d'intellectuels sont à l'agonie. N'y a-t-il plus d'intellectuels ? Ont-ils été remplacés dans leur rôle par d'autres ? Des canaux d'expression différents consacrent-ils de nouvelles notoriétés ? Réponses.
Fayard, 374 p., 120 F.

Victor Fay :
"La Flamme et la cendre"



Qui ne connaît Victor Fay ? Il bataille depuis si longtemps. Quels combats n'a-t-il pas menés ? Voici venu le temps de la réflexion ; le vieux lutteur entreprend le récit et le bilan de sa vie.
Connaissant le bonhomme, nous ne serons pas surpris qu'il ait hésité longtemps avant de se lancer dans l'entreprise. Donc, prévient-il, il ne s'agit pas d'une autobiographie, mais "d'une tentative d'intégrer dans l'acquis collectif une expérience personnelle." Depuis les premières actions (Varsovie, 1917, à 14 ans) jusqu'à aujourd'hui, à travers tous les engagements et les examens de conscience, une inexorable constante, la marche vers le socialisme et un souci incessant, lutter contre la banalisation du terme socialisme.
Presses universitaires de Vincennes, 282 p., 125 F.

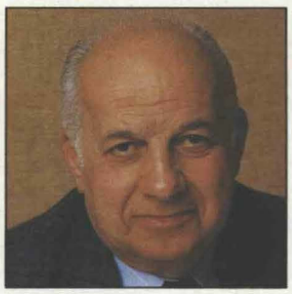
Pierre-Antoine Donnet :
"Tibet, mort ou vif"



Un remarquable travail de journaliste : Pierre-Antoine Donnet nous donne le premier livre de référence sur le Tibet et ce qui s'y est passé depuis qu'en octobre 1950, Mao y lança l'Armée populaire de libération, pour amener le Tibet à une "libération pacifique".
En fait, le "Pays des neiges", seul et désemparé, pratiquement sans structure politique ni moyens de défense, a failli sombrer sous l'assaut chinois. Le naufrage du Tibet est une des tragédies du siècle. Après l'invasion, la Révolution culturelle a ajouté encore au bilan : plus d'un million de Tibétains (sur huit millions) auraient payé de leur vie. L'essentiel du patrimoine historique et religieux a été détruit. La sinisation s'exerce sous toutes les formes possibles. Aujourd'hui, la résistance continue, mais l'espoir s'amenuise. Préface d'Elisabeth Badinter. A lire.
Gallimard, 360 p., 120 F.

BLOC - NOTES

Claude Estier



20 février
Les journalistes se bousculent au point de presse que Louis Mermaz et moi faisons pour commenter la journée de travail que députés et sénateurs socialistes tiennent au Sénat. En les remerciant d'être venus si nombreux, je me dis qu'ils s'attendaient peut-être à des éclats à trois semaines du congrès de Rennes. Rien de tout cela. Pierre Bérégovoy a écouté sagement les appels de Dominique Strauss-Kahn, d'Alain Richard et de plusieurs autres pour que les parlementaires soient associés beaucoup plus tôt que d'habitude à l'élaboration des choix budgétaires pour l'an prochain. Point acquis : un débat d'orientation aura lieu dès la session de printemps, c'est-à-dire avant et non après que le budget soit livré tout ficelé par le gouvernement. Voilà qui doit contribuer à revaloriser le rôle du Parlement, tant décrié aujourd'hui.

22 février
"L'Humanité" fait état d'une rencontre à Paris entre Georges Marchais et le président du Parti socialiste démocratique (ex-communiste) de RDA, Gregor Gysi. Le compte rendu se limite aux propos du secrétaire général du PCF, à savoir la nécessité du maintien de deux Etats allemands, sans la moindre allusion à ce qu'a répondu son interlocuteur. Ce dernier sait mieux que personne -il ne me l'avait pas caché quand je l'ai rencontré, il y a quelques semaines, à Berlin- que l'état de délabrement dans lequel se trouve son pays ne lui laisse guère de choix et pousse la grande majorité des Allemands de l'Est à vouloir l'unification. Une fois encore, la direction du PCF se lance dans un combat d'arrière-garde, en faisant appel à la peur que peut susciter le souvenir du Reich hitlérien. Alors que le problème est bien d'encadrer, notamment en renforçant les structures de la CEE et en exigeant de la RFA la garantie du respect de la frontière Oder-Neisse, cette unification que même à Moscou on sait inévitable.

23 février
Longue et intéressante interview d'Anicet Le Pors dans "Le Monde". Il porte un rude coup au "centralisme démocratique", en demandant que "le point de vue de la minorité soit organiquement pris en compte", et en n'excluant pas qu'il puisse y avoir plusieurs textes de résolutions en présence lors du prochain congrès du PCF. A propos de la social-démocratie, il souligne "qu'il y a un télescopage certain entre la façon dont les Soviétiques en parlent positivement... et ce que nous en disons, comme l'a fait Francette Lazard, par exemple, devant le comité central, en jugeant les chantiers de démolition de Michel Rocard." Et cette dernière flèche, à l'intention de Roland Leroy qui, au cours même du comité central, avait accusé Charles Fiterman d'avoir "fait un pas mais pas dans le bon sens" : "Roland Leroy est un homme de culture, mais cette réponse n'en porte pas témoignage."

25 février
J'écrivais ici, le 11 janvier, que Gorbatchev faisait preuve de courage en allant dialoguer avec les Lituaniens dans les rues de Vilnius, mais que cela ne suffirait sans doute pas à réfréner leur désir d'indépendance. Ils l'ont exprimé hier, en votant massivement pour les candidats du mouvement nationaliste "Sajudis", contre le Parti communiste qui avait pourtant enfourché, lui aussi, le cheval de l'indépendance. Il n'y a plus grand mérite à prédire que l'empire soviétique va se défaire par morceaux. La seule question est de savoir si, à Moscou même, Gorbatchev va être capable d'assurer son pouvoir face aux contestations qui montent de tous côtés et dont les toutes prochaines élections vont permettre de mesurer l'impact réel dans la population.

26 février
Tout le monde s'est trompé, y compris les Américains, qui ne souhaitaient pas la victoire de Daniel Ortega, mais s'y étaient en quelque sorte résignés. Pour les dirigeants du Front sandiniste, eux aussi convaincus de l'emporter, la surprise est amère. Dans les derniers jours, pourtant, les observateurs étrangers avaient compris que les choses n'étaient pas si simples. Carlos Ferrari-Lopez, qui nous représente à Managua, m'avait affirmé, dès la semaine dernière, que rien n'était joué. En fait, Violeta Chamoro a gagné non seulement parce qu'elle a rassemblé sur son nom une large coalition, mais parce qu'elle a su exprimer le désespoir d'un peuple que la Révolution sandiniste avait libéré de la dictature, mais dont elle n'a pas, le blocus américain aidant, réussi à améliorer le sort. La leçon est dure, mais elle ne vaut pas que pour le Nicaragua.

Henri Béhar :
"André Breton"



En cette fin de siècle où les restrictions et les barrières sont emportées les unes après les autres, il est une voix dont le propos, un moment rapetissé, revient avec toute sa passion et sa pertinence : celle d'André Breton.
Bien entendu, il y a Breton poète, Breton théoricien avec le cliché usé de "Breton-pape-du-surréalisme". Mais ce que Henri Béhar met en pleine lumière, c'est sa lucidité politique. L'éthique surréaliste implique au premier chef la révolte politique, qu'elle englobe. C'est Breton libertaire, guetteur, iconoclaste. Le briseur d'idoles, tellement en avance sur son temps, tellement inflexible qu'il a été classé, longtemps, au nombre des grands indésirables.
Calmann-Lévy, 482 p., 160 F.

Beethoven :
"Le Concert"



Un disque-témoignage. Souvenons-nous : jeudi 9 novembre 1989, 28 ans après sa construction, le mur de Berlin tombait. La RDA ouvrait ses frontières vers l'Ouest. La fête pour tous, le bonheur pour les Berlinois. Trois jours plus tard, les musiciens de l'Orchestre philharmonique de Berlin décident de donner un concert pour les frères retrouvés. Un programme était tout prêt, joué déjà quelques jours plus tôt. Daniel Barenboïm était encore là pour des répétitions de "Cosi fan tutte". Ce fut un concert mémorable, démultiplié par l'enthousiasme et l'émotion.
Chance supplémentaire, ce programme était de Beethoven : 7e symphonie -celle de la fête et du rythme- et le 1er concerto pour piano (Barenboïm au meilleur). On imagine...
Sony, 45830, 73' 23", env. 125 F.

Fulbert de Chartres :
"Strips Jesse"



Il y a mille ans, Fulbert était évêque de Chartres. C'est lui qui verra, en 1020, l'incendie qui mit à bas la cathédrale romane primitive. Il en entreprit la reconstruction qui aboutit à l'admirable édifice que nous connaissons.
De son temps, Fulbert eut une gloire immense. Grand évêque, admirable chantre, compositeur inspiré. Voici un programme, très copieux, de ses compositions et, notamment, les trois répons écrits en dédicace à la nouvelle église. L'ensemble Venance Fortunat continue d'inventorier ces musiques d'un autre âge et témoigne d'une maîtrise et d'une technique parfaites.
Quantum, CD, 6899, 71' 31", env. 130 F.

DEBATTONS

Thèmes du jour : congrès ou grand-messe ? Le Parti et l'élan démocratique ; ce que nous voudrions et ce que nous ne voulons pas ; la faillite des systèmes.

Nous sommes vraiment entrés dans l'ère de la politique spectacle.
A la vérité, ce ne sera pas le premier congrès où le rôle des militants n'est plus de discuter et de décider, mais d'applaudir des leaders, comme on applaudit des chanteurs. Voilà fort longtemps que le processus a été engagé... Est-ce parce que l'Eglise catholique a supprimé les grand-messes que nous en organisons des succédanés ?
La fête c'est bien, mais c'est autre chose. Que de temps perdu ! Que de dévouements dévoyés ! Que d'argent gaspillé !
Ne serait-il pas préférable d'utiliser les sommes engagées (une partie d'entre elles suffirait) pour éditer un bulletin intérieur et publier les travaux du congrès (comme au temps de la SFIO ou du PSU) ? Il est vrai que les travaux du congrès risquent d'être maigres. En dehors des ténors, dont les discours sont à usage externe, et conçus pour être repris par les médias, les militants sont priés de ne pas s'exprimer. Ce n'est plus un congrès, c'est un "barnum circus", pour le plus grand profit commercial de la ville qui nous reçoit, et le plus grand profit électoral de son maire.
Jean-François Kesler (58)

Le monde entier bouge, à une vitesse que nous étions loin d'imaginer il y a peu de temps encore. Ce qui s'est passé sur la place Tienanmen nous l'a démontré de manière spectaculaire. Depuis lors, ce qui se passe en Russie, en Pologne, en Hongrie, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, nous le rappelle chaque jour davantage. L'Amérique latine, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis eux-mêmes n'échappent pas à ce mouvement général, tandis que le Japon poursuit son offensive économique à travers toute la planète, et que la République fédérale allemande entend bien recueillir en Europe les dividendes de sa situation.
En France même, la presse nous le répète chaque jour : voilà le pays réconcilié avec ses entreprises, mais il est à la recherche d'un nouvel équilibre social, tandis que les organisations syndicales s'effritent et s'étiolent chaque jour davantage, faute d'adhérents et de militants en nombre suffisant. La fonction publique s'interroge de plus en plus spectaculairement sur son identité et son statut. L'école publique, lieu de prédilection de la laïcité, est à nouveau sur la sellette, mais cette fois pour une raison qui n'a pas grand chose à voir avec nos antagonismes d'antan, une raison culturelle et sociologique plus fondamentale : l'intégration d'une nouvelle communauté, ethnique et religieuse, au sein de la communauté nationale. Les modes de vie des jeunes, la signification qu'ils donnent à leur travail, au moment où nous sortons à peine de la crise économique, bousculent nos habitudes et nos idées reçues. La place envahissante, parfois subjugante, que tiennent les médias dans notre vie quotidienne, nous interpelle tous...
Alors ? Qui va maîtriser ces changements ? Devons-nous compter sur le président de la République ?
Devons-nous compter sur le gouvernement ? Faut-il s'en remettre aux notables, à ceux du Parti socialiste comme à ceux des autres partis ? La réponse, aujourd'hui, c'est la population qui nous l'apporte : c'est la fin des idéologies, c'est la fin des systèmes, c'est la fin des doctrinaires. C'est l'heure du pragmatisme et c'est la tentation de l'individualisme. Mais la population ne s'y trompe pas. Quand elle veut vraiment quelque chose, elle sait maintenant s'organiser par elle-même, spontanément, pour exprimer son point de vue et faire entendre ses exigences : ce sont les collectifs d'étudiants et de salariés. C'est le développement continu du mouvement écologiste. Ce sont les manifestations de rues, les "sit in" et les défilés, à Paris comme à Prague... Comme mille feux qui s'allument et se propagent spontanément parmi les fans d'un concert de rock, chacun y apporte sa détermination et son espoir. C'est le réseau d'une volonté collective qui se tisse et s'exprime, c'est la démocratie extrême qui est en marche.
Qui va reconnaître et recueillir ces appels ? Qui va discerner en eux le signe indéniable d'une volonté démocratique ? Qui saura y répondre, et y donner la suite qui convient ?



Les états-majors ne savent pas répondre directement à ces appels. C'est le Parti dans ses profondeurs, ce sont nos militants, dans nos villes et dans nos villages, c'est-à-dire dans nos fédérations et dans nos sections, qui sont les mieux placés pour y répondre. Voilà un rôle nouveau pour le Parti, un rôle immuable à rénover : apparaître aux yeux de tous comme la structure d'accueil privilégiée de l'élan démocratique dans tous les domaines de notre vie collective. Et cela va plus loin, ô combien, que l'élaboration de programmes et la présentation de candidats aux échéances électorales...
Olivier Thierry d'Argenlieu (78)

Ce que nous voudrions pour notre pays
Qu'il retrouve le sens du bien commun, de la laïcité, de l'effort récompensé. Que le droit au travail ne dépende plus du seul bon vouloir des employeurs, mais qu'il soit néanmoins tenu compte des efforts accomplis (devoir de travail et, notamment, RMI modulable). Qu'il y ait un réel partage du travail. Que toutes les familles puissent se loger décemment, la construction de logements sociaux étant favorisée par des prêts à taux faible. Que l'enseignement soit réellement une priorité, que l'enseignement technique et l'apprentissage soient réhabilités ; éviter la formation de pseudo-intellectuels. L'acceptation de l'école par les jeunes est un problème culturel, la télévision fait beaucoup de mal. Il faut favoriser la formation continue car, au moins, ceux à qui elle s'adresse sont motivés. Que l'on fasse moins de lois mais qu'on les applique. Que la fraude soit sévèrement réprimée en matière fiscale, qualité, publicité mensongère, environnement, etc, par des amendes vraiment dissuasives. Que l'on favorise une resyndicalisation des salariés. Que la législation du travail la plus évoluée d'Europe soit adoptée. Que l'on avance vers la cogestion des entreprises. Que l'on impose les plus-values boursières par intégration aux autres revenus. Que notre pays reste ouvert aux difficultés des pays pauvres et qu'il continue à les aider.

Ce que nous ne voulons pas pour notre pays
D'une société devenue violente et tricheuse par culte de "l'efficacité". D'une société éclatée par les particularismes exacerbés : le respect de l'opinion d'autrui passe aussi par l'existence de lieux de neutralité dont l'école publique fait évidemment partie. D'une société à 4 vitesses : (les rentiers ; les travailleurs protégés ; les travailleurs non protégés ; les chômeurs et les exclus). Que le bilan des années Mitterrand comprenne un accroissement des inégalités. Que les ministres fassent semblant de traiter les problèmes en prenant surtout des mesures de détail du genre : des photocopieuses pour les chômeurs. Que notre pays se dissolve dans une Europe sans autre principe que celui de l'argent-roi !

Ce que nous voudrions pour notre Parti
Qu'il soit un parti de militants régulièrement consultés. Qu'il ait un projet concret pour avancer vers davantage de justice sociale.

Ce que nous ne voulons pas pour notre Parti
Qu'il soit un parti de supporters pour présidentiables. Que la préparation des congrès s'enferme dans le système littéraire et clientéliste des contributions.
G. Marizy - Ugine (73)

Qui va parler des gens du quart monde et des gens du tiers monde ? Les premiers crèvent de faim dans des pays où il y a trop de tout ; les seconds meurent de faim parce que les pays riches, si généreux ! préfèrent détruire la nourriture que la distribuer.
Le stalinisme fait faillite et l'on démolit le mur de Berlin, mais les boutiques rutilantes de la société de consommation, ne cachent-elles pas le véritable mur de la honte, celui qui masque les ghettos du quart monde : 40 millions d'Européens à l'Ouest et 30 millions d'Américains ?
Après avoir combattu en 1936 et en 1981 pour le socialisme dont l'idéal est le progrès social et l'aide aux plus démunis, devons-nous penser que le socialisme c'est l'Arlesienne ?
Vous défendez encore le capitalisme. Comme les autres, vous votez des lois pour détruire l'abondance que vous appelez excédents agricoles.
Que vous faut-il pour comprendre que le régime capitaliste, lui aussi, fait faillite ? La crise a 14 ans (1975-1989), 14 % des Européens vivent en dessous du seuil de la pauvreté (abbé Pierre dixit) soit 1 % par an et celà est irrépressible. En l'an 2000 il faudra compter 25 % de misérables dans ces pays riches. Qu'adviendra-t-il ?
Ce qui est intolérable, pour des hommes qui ont combattu toute leur vie pour le socialisme, c'est qu'en 1981 le PS avait la part belle pour faire de la France le premier pays socialiste du monde, un phare pour ceux qui pensent démocratie et non ploutocratie ; liberté, mais pas celle de crever de faim, sans oublier le progrès social.
M. Laurent - Bois-Colombes (92)

Que personne ne retienne sa plume

Vendredi

BULLETIN D'ABONNEMENT
à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse : N° ..... Bât/Esc : .....
Rue : .....
.....
Commune .....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur .....
.....

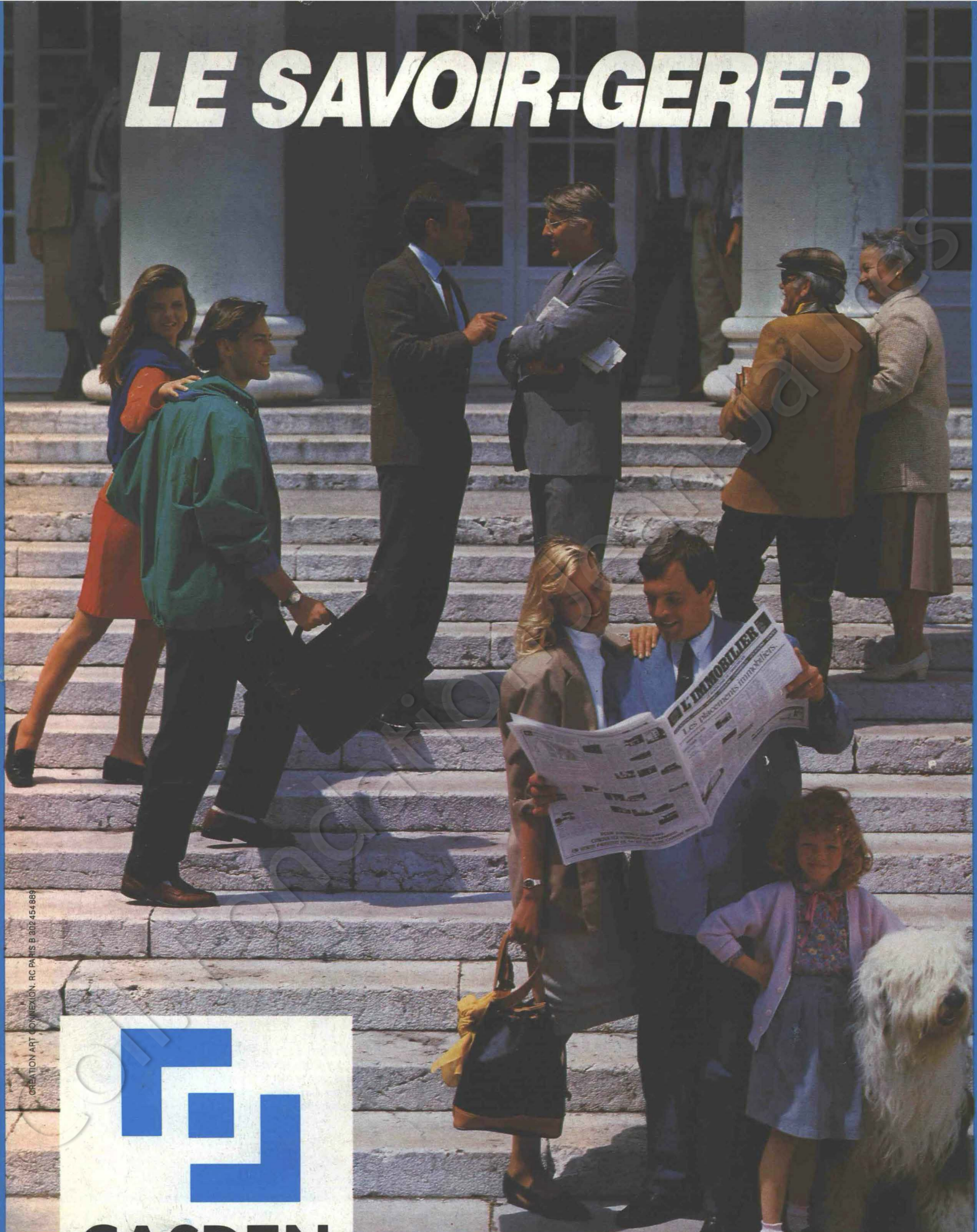
Ci-joint paiement pour : |__| abonnements à 200F = ...
|__| abonnements de soutien à 500F = ... Soit au total : ..... F

PETITES ANNONCES
100 F la ligne

5101. Formateur en gestion de la qualité, recherche vacations. Ecrire au journal qui transmettra.

5102. A vendre "Histoire de la Révolution" de Jean Jaurès avec la collaboration de Deville, Albert Thomas, Eugène Fornière, Georges Renard, Paul Brousse, René Viviani, Louis Debreuil. 28 volumes grand format - nombreuses illustrations d'époque. Faire offre au 93.35.29.83.

LE SAVOIR-GERER



CASDEN
Banque Populaire

LA BANQUE DE L'EDUCATION

CREATION ART CONNEXION - RC PARIS B 302 454 889